



Assemblée nationale

# journal des Débats

Deuxième session — 31<sup>e</sup> Législature

Le mercredi 23 mars 1977

Vol. 19—No 10

Président: M. Clément Richard

## Table des matières

Présence de M. J.-Ernest Grégoire dans les galeries. . . . .	303
Projet de loi au nom du gouvernement	
Projet de loi no 2— Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale	
Première lecture. . . . .	303
Motion de déférence à la commission de la présidence du conseil. . . . .	309
Vote sur la motion. . . . .	309
Dépôt de document	
Comptes publics 1975/76. . . . .	309
Questions des députés	
Application des lois sur les services essentiels. . . . .	310
Projet de charte linguistique. . . . .	310
Minorités francophones hors du Québec. . . . .	312
Grève à la commission scolaire Jérôme-LeRoyer. . . . .	313
Situation du port de Montréal. . . . .	314
Bénéficiaires de l'aide sociale. . . . .	315
Conflit scolaire dans les Cantons de l'Est. . . . .	315
Règlements relatifs aux petits abattoirs. . . . .	316
Distribution des plaques d'immatriculation. . . . .	316
Questions inscrites au feuillet. . . . .	317
Reprise du débat sur le message inaugural	
M. Jean-Pierre Charbonneau. . . . .	318
Travaux parlementaires. . . . .	318
Reprise du débat sur le message inaugural	
M. Jean-Pierre Charbonneau (suite). . . . .	318
Mme Thérèse Lavoie-Roux. . . . .	322
Ajournement. . . . .	328
Annexe: Questions inscrites au feuillet. . . . .	328

*L'exemplaire, 35 cents - Par année, \$8 - Chèque à l'ordre du Ministre des Finances*  
*Adresse: Service des Documents Parlementaires*  
*Assemblée nationale*  
*Hôtel du Gouvernement, Québec*  
*G1A 1A7*

*Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1762*

Le mercredi 23 mars 1977

(Quinze heures trois minutes)

**M. Richard (président):** A l'ordre, mesdames et messieurs!

**Présence de M. J.-Ernest Grégoire  
dans les galeries**

**Le Président:** Je voudrais signaler à cette Assemblée la présence dans les galeries du plus âgé des anciens membres de l'Assemblée nationale au Québec présentement. Curieusement, il n'a jamais été membre du Conseil législatif ni du Sénat. Même s'il n'a jamais été membre du Conseil législatif ni du Sénat, il a 91 ans. Il s'agit de l'ancien député de Montmagny, qui a oeuvré sous les couleurs de l'Action libérale nationale de 1935 à 1939, M. J.-Ernest Grégoire.

Affaires courantes.

Dépôt de rapports de commissions élues.

Dépôt de rapports du greffier en loi sur les projets de loi privés.

Présentation de motions non annoncées.

Présentation de projets de loi au nom du gouvernement.

**M. Burns:** Article b).

**Projet de loi no 2**

**Première lecture**

**Le Président:** M. le ministre d'Etat à la réforme parlementaire propose la première lecture de la Loi régissant le financement des partis politiques et modifiant la Loi électorale.

M. le ministre.

**M. Burns:** Ce projet de loi a pour objet de contrôler le financement des partis politiques, des associations appuyant un parti politique dans une circonscription électorale et des candidats à une élection. Il a également pour objet d'assurer l'information du public à ce sujet.

A ces fins, le projet de loi prévoit que, sur proposition du premier ministre, l'Assemblée nationale nomme, par résolution approuvée par les deux tiers de ses membres, un directeur général du financement des partis politiques. Celui-ci est chargé de veiller à l'application de la loi et doit notamment, à ce sujet, consulter périodiquement les délégués désignés à cette fin par chacun des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale.

Le projet de loi prévoit qu'aucun parti politique, association de circonscription ou candidat ne peut toucher de contributions s'il n'est détenteur d'un certificat d'autorisation émis par le directeur général.

De plus, chaque parti, association ou candidat ainsi autorisé doit se désigner un représentant officiel qui est seul habilité à solliciter ou à recevoir des contributions en leur nom ou, encore, à effec-

tuer en leur nom des dépenses au sens du projet de loi.

Le projet de loi définit les contributions comme étant toutes sommes d'argent versées, services rendus ou biens fournis lorsqu'ils sont susceptibles de servir à des fins politiques, à l'exception du travail bénévole, des biens produits grâce à un pareil travail et de certains dons anonymes recueillis au cours de réunions ou manifestations organisées à des fins politiques.

En vertu du projet de loi, les contributions ne peuvent être faites que par un électeur tel que l'entend la Loi électorale, et ce jusqu'à concurrence de \$3000 annuellement. Le présent projet de loi prévoit qu'un électeur peut déduire de son impôt autrement payable, à l'égard d'une contribution faite au représentant officiel des partis, associations ou candidats, le moindre des montants suivants, soit: 25% de la contribution ou \$100. Une association, société, corporation ou autre personne qui n'est pas un électeur peut mettre à la disposition des partis, associations de circonscription ou candidats certains services, pourvu que ces services leur soient également distribués.

La section XXla de la Loi électorale concernant le financement public des partis politiques est intégrée au présent projet de loi; de plus, la somme prévue annuellement pour ce financement passe de \$400 000 à une somme égale au produit obtenu en multipliant le montant de \$0.25 par le nombre d'électeurs. Les partis, associations et candidats doivent présenter au directeur général, aux dates prévues au projet de loi, un rapport détaillé sur les contributions qui leur ont été versées, ainsi que sur les dépenses qu'ils ont effectuées.

Les rapports doivent être accessibles au public dans les quatorze jours de leur réception par le directeur général. Tout rapport présenté par un parti politique doit avoir été préalablement examiné par un vérificateur désigné par le représentant officiel du parti.

Enfin, M. le Président, le directeur général doit remettre annuellement au président de l'Assemblée nationale un rapport de ses activités de l'exercice financier précédent dans lequel il doit signaler, notamment, toute contravention à la loi.

**Le Président:** Est-ce que cette première lecture de la loi est adoptée?

**M. Lavoie:** Adopté.

**Le Secrétaire adjoint:** Première lecture de ce projet de loi.

**M. Lavoie:** M. le Président.

**M. Burns:** D'accord.

**M. Lavoie:** Est-ce que le ministre a eu des présentations, comme nous en avons eues, de groupes, soit municipaux et autres, et d'associations qui aimeraient donner leur point de vue ou collaborer à l'élaboration ou à la bonification de la

loi? Est-ce que vous avez l'intention de déferer ce projet de loi immédiatement à la commission de l'Assemblée nationale?

**M. Burns:** M. le Président, j'ai, effectivement, l'intention de déferer le projet de loi à une commission parlementaire, mais pas à la commission parlementaire de l'Assemblée nationale. Avec l'autorisation de la Chambre, je ferai motion qu'après la première lecture ce projet de loi soit déferé à la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales.

**Le Président:** Est-ce que cette motion est adoptée?

**M. Lavoie:** Un instant s'il vous plaît. Je ne sais pas si j'ai le droit de parole à ce stade-ci. Je ne sais pas si vous voulez éroder davantage les pouvoirs de la commission de l'Assemblée nationale. Je crois que, dans le passé, toutes les questions de loi électorale, de réforme électorale, ont toujours été déferées à la commission de l'Assemblée nationale et je ne vois pas pourquoi c'est déferé à la commission de l'Exécutif, encore une fois.

J'aimerais faire un amendement même, si c'était possible. Nous sommes favorables à ce qu'une commission siège, mais nous préférierions que ce soit la commission de l'Assemblée nationale.

**M. Burns:** La raison principale est que la commission de l'Assemblée nationale est une commission qui a pour principal objet de voir au bon fonctionnement de l'Assemblée nationale, alors que, comme je le voyais, en tout cas, l'autre commission a un caractère, je dirais, beaucoup plus politique que la commission de l'Assemblée nationale, politique au sens large du mot. C'est dans ce sens que je proposais que ce soit la commission de la présidence du conseil qui soit chargée de ce problème.

Il y a l'autre problème très pratique, qui est le suivant: Il y a un certain nombre de députés qui sont, d'office, membres de la commission de l'Assemblée nationale, qui peut-être, en soi, ne manifestent aucun désir, ni, sans aucun doute peut-être n'ont pas une certaine préparation à l'égard d'un tel projet de loi.

Cela veut dire que lorsqu'on fera les modifications requises, nous les ferons non pas en vertu de 136 — qui dans le fond nous donne un stéréotype de la commission de l'Assemblée nationale — mais en vertu des méthodes qu'on utilise dans toute autre commission parlementaire. C'était dans le but d'aider l'Opposition autant que le parti ministériel que je proposais que ce soit la commission de la présidence du conseil qui s'en occupe.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, parlant sur cette motion du leader parlementaire du gouvernement, je ne sais pas si c'est dans la continuité du nouveau style du gouvernement, mais je ne peux passer sous silence cette autre at-

teinte à la présidence et à l'institution que vous représentez.

C'est clair — cela a toujours été le cas — que des questions comme celle-ci devraient être le plus étrangères possible à l'Exécutif ou à l'influence de l'Exécutif et particulièrement à la présidence du conseil, qui est la commission où l'Exécutif est le plus présent.

Nous avions autrefois dans notre règlement, si ma mémoire est fidèle, le comité des privilèges et élections. Et normalement ce projet de loi aurait été déferé à cette commission. Mais on sait qu'avec le nouveau règlement cette commission a été fondue, si on veut, dans la commission de l'Assemblée nationale. Selon tous les précédents, lorsque cette Chambre a eu un mandat à donner à une commission relativement à la réforme électorale, cela a toujours été à la commission de l'Assemblée nationale qu'une telle mesure a été confiée.

Je suis convaincu que je n'aurai pas d'objection, de mise au point du leader du gouvernement, qui se rappelle fort bien que cela a toujours été ainsi. Nous avons à étudier un projet de loi qui doit être déferé dans quelques instants à une commission. Il me semble tout naturel et selon les traditions, la lettre même et surtout l'esprit de notre règlement que cette question soit étudiée à la commission de l'Assemblée nationale, qui est celle qui, dans sa constitution même, indique qu'on se détache beaucoup de l'Exécutif et, jusqu'à un certain point, qui veut rassembler un peu tous les partis politiques.

C'est justement par la façon dont cette commission est constituée qu'elle devient l'image même des partis politiques et des représentants de tous les partis à l'Assemblée nationale.

Il y a dans la constitution de l'Assemblée nationale et dans son rôle une distance que veut prendre l'Assemblée nationale, le Parlement, vis-à-vis de l'Exécutif. Je pense que le leader du gouvernement, s'il voulait être logique avec la position ou l'attitude qu'il a toujours prise par le passé dans cette Chambre, s'il voulait être logique avec lui-même, corrigerait immédiatement l'impression assez nette qu'il donne en voulant déferer — peut-être qu'il n'y a pas réellement songé, je l'espère bien pour lui — ce projet de loi à l'étude de la commission de la présidence du conseil, c'est-à-dire du bureau du premier ministre presque. En effet, lorsqu'on a à discuter de la question des dépenses du bureau du premier ministre, on confie cela à la commission de la présidence du conseil. Lorsqu'on veut parler de constitution fédérale-provinciale, etc., parce que là il y a une responsabilité du gouvernement comme tel, on confie cela à la commission de la présidence du conseil, de la constitution et des affaires intergouvernementales.

Lorsqu'on songe à quelque chose qui touche réellement la vie des partis, lorsqu'on songe à la vie même de chacun des représentants à l'Assemblée nationale, lorsqu'on songe à une question qui, normalement, irait à la commission des privilèges et élections, commission qui a été fondue

dans celle de l'Assemblée nationale, je me demande ce qui peut motiver cela. Je ne veux pas prêter de motifs indignes à mon ami, le leader du gouvernement, mais je ne peux pas, cependant, concourir dans cette demande de déferer l'étude de ce projet de loi à la commission de la présidence du conseil.

D'ailleurs le leader de l'Opposition officielle me souligne — je n'avais pas saisi cela dans les notes explicatives — que rapport est fait, d'après les dispositions de la loi, au président de l'Assemblée nationale. Dans la loi elle-même, dans les dispositions mêmes de la loi, on voit que le grand patron est le président de l'Assemblée nationale, c'est l'Assemblée nationale, l'administrateur faisant rapport au président de l'Assemblée nationale, comme d'ailleurs le président général des élections. Tout cela, c'est dans l'institution qui s'appelle l'Assemblée nationale. L'administrateur lui-même, dont on prévoit la nomination, est nommé par les deux tiers des membres de l'Assemblée nationale. C'est un peu comme le Protecteur du citoyen; le Vérificateur général et le président général des élections font rapport au président de l'Assemblée nationale. Nous avons maintenant cette nouvelle loi qui dépendra, qui sera un instrument de l'Assemblée nationale. Vous êtes appelé à conserver, à protéger l'intégrité de cette institution qui est votre responsabilité, et je ne pourrai pas insister assez pour vous dire que vous-même devez être un peu bouleversé par cette motion. Je vous le dis, mais pas personnellement; vos liens personnels avec le leader du gouvernement, mes liens personnels avec le leader du gouvernement, cela, on ne doit pas en tenir compte. Ce qui doit nous préoccuper présentement, c'est d'aller faire étudier par une commission de l'Exécutif...

**M. Burns:** Puis-je poser une question au chef de l'Opposition?

**M. Levesque (Bonaventure):** Un instant... un tel projet de loi ou une telle disposition et entendre des témoins, etc., non pas par la commission de l'Assemblée nationale, qui est réellement l'endroit privilégié, naturel, même en vertu de la loi qui doit être discutée, et aller faire étudier cela... Pardon!

**M. Burns:** C'est effrayant, vraiment.

**M. Levesque (Bonaventure):** Je suis prêt à entendre votre question.

**M. Burns:** Ma question est: Est-ce que le chef de l'Opposition, qui à l'époque, je pense, était si non ministre du moins membre de l'Assemblée nationale, se souvient à quelle commission ont été soumises des dispositions législatives telles que la loi de l'ombudsman, la loi du Protecteur du citoyen ou encore les amendements qui s'ensuivirent?

Se souvient-il à quelles commissions — je dis quelles au pluriel, à ce moment — le rapport du Vérificateur général a été soumis? Est-ce que le chef de l'Opposition peut me répondre là-dessus?

**M. Levesque (Bonaventure):** Je le peux sûrement. Est-ce que le leader du gouvernement est prêt à répondre aux questions qu'il pose, parce que nous pourrions faire une recherche et même, peut-être y aurait-il lieu de remettre à quelques heures cette déférence, parce que cette loi ne sera sûrement pas étudiée dans les 24 heures?

**M. Burns:** Dans les 30 jours.

**M. Levesque (Bonaventure):** Dans les 30 jours. Alors, qu'on la remette à 24 heures, afin que l'on puisse revoir peut-être ensemble cette situation. Je ne peux pas en faire une question partisane; je veux simplement que l'on rétablisse dans les faits quelque chose qui existe. On n'a jamais étudié la Loi électorale en dehors de la commission de l'Assemblée nationale ou, avant cela, à la commission des privilèges et élections.

**M. Burns:** Cela n'est pas la Loi électorale, c'est la seule différence.

**M. Levesque (Bonaventure):** Tout ce que je demande au leader... D'après les indications que nous avons — je n'ai pas encore reçu le texte — reçues, il y a là évidemment une mesure qui s'intègre pratiquement à la Loi électorale et qui est dans la continuité de la réforme électorale que nous avons commencée. Je pense bien que, dans cette continuité, on devrait être logique, et, surtout, qu'on devrait protéger cette distinction, cette séparation, cette division des pouvoirs entre l'Assemblée nationale d'un côté, le législatif, et ce qui est, d'autre part, l'exécutif. Je pense bien que le leader du gouvernement, dans la continuité de sa propre pensée — et là je retourne de 1970 à 1976 — serait le premier à demander que cela soit étudié plutôt à la commission de l'Assemblée nationale qu'être dirigé vers la commission de la présidence du conseil.

Tout ce que je demande au leader du gouvernement, ce n'est pas d'improviser un changement d'idée, mais simplement que nous ayons l'occasion d'en discuter avant. Nous pourrions laisser là ce projet de loi pour 24 heures, et cela montrerait au moins une ouverture de sa part. En même temps, j'espère que nous pourrions en discuter avec le président, avec vous, M. le Président, afin que vous-même soyez dans le coup et que vous ayez vous-même à vous prononcer, même en dehors de cette Chambre. Je ne demande pas que vous le fassiez d'où vous êtes présentement, mais si vous voulez avoir vous-même une période de réflexion, si vous voulez avoir une période de consultation, je demanderais au leader du gouvernement de nous permettre de nous revoir d'ici 24 heures, afin justement de...

Ce geste n'est pas isolé, il y a eu d'autres gestes sur lesquels nous reviendrons, au cours de la présente session.

Ces gestes indiquent une volonté de mainmise — je m'excuse auprès du leader du gouvernement, je m'excuse auprès de vous-même, M. le Président — il y a là, au moins apparemment, une

volonté de mainmise du gouvernement sur des institutions aussi importantes pour protéger notre véritable démocratie. Il y a là des apparences d'une certaine continuité, d'un nouveau style de gouvernement, comme on l'appelle, pour essayer de mettre en tutelle la présidence de l'Assemblée nationale, et ceci fait partie subtilement de cet essai de mainmise. Je vous mets en garde, M. le Président, avec tout le respect que je vous dois, contre ces menées du leader du gouvernement qui, s'il est sincère, va accepter de remettre de 24 heures cette déférence à la commission de la présidence du conseil.

**M. Bellemare:** M. le Président, juste deux mots. L'intention est peut-être très louable. Je pense qu'il s'agirait juste de conserver ce respect qu'on a pour la Chambre et particulièrement pour la commission de l'Assemblée nationale.

On a voulu, dans notre règlement de procédure, établir un article bien spécial, l'article 136.

**M. Burns:** Lisons-le.

**M. Bellemare:** Lisons-le.

**M. Burns:** Est-ce qu'on peut le lire?

**M. Bellemare:** Laissez-moi ajouter ceci. De qui et comment est-il formé? Il est d'abord formé de tous les leaders, de tous les whips, de tous les whips adjoints sous la présidence du président de l'Assemblée nationale. Ce n'est pas une commission parlementaire formée par un parti politique et dont les membres sont désignés par chacun des leaders parlementaires, c'est plus que cela. Cette Assemblée nationale a voulu créer cet article 136, qui est particulier, pour certaines clauses bien particulières où le leader du gouvernement ne veut introduire aucune partisanerie. De cela, je le félicite très sincèrement. Tout en respectant notre règlement, ce n'est pas parce qu'Untel est membre de la présidence du conseil et de la constitution et des affaires intergouvernementales qu'il n'est pas aussi bon que celui qui est membre de la Commission de l'Assemblée nationale, mais parce qu'on a voulu créer un comité bien spécial pour protéger les droits de l'Assemblée nationale, et particulièrement depuis qu'on a fait disparaître la commission des privilèges et élections, on a recouru à celui-là.

Demain matin, je suis sûr que si un député, quel qu'il soit, était accusé de quelque faute que ce soit, il faudrait revenir à la commission de l'Assemblée nationale parce que la loi qui prévoyait une commission particulière des privilèges et élections n'existe plus. Donc, la présidence doit être conservée intacte et particulièrement dans un débat, dans une question où il est d'une grande importance que le gouvernement conserve son nouveau style, celui de vouloir être à ciel ouvert et de ne rien cacher, de tout montrer et de se servir des éléments qui nous sont donnés en vertu de notre règlement.

Je demande donc, comme l'a fait le leader de l'Opposition officielle, de retarder peut-être d'une

journée, la commission de la présidence et d'accepter cette motion afin qu'on puisse la revoir ensemble. Je pense qu'ensemble les trois leaders pourraient peut-être se rencontrer avec le président et en discuter favorablement.

Je sais que le leader du gouvernement est bien intentionné, cela j'en suis convaincu foncièrement, mais là où il y a erreur, peut-être, c'est dans la formation de la commission de l'Assemblée nationale, parce qu'il y a un article dans la procédure qui prévoit cela.

**M. Burns:** M. le Président, exerçant mon droit de réplique, oui...? Exerçant mon droit de réplique, M. le Président, sur la motion...

**M. Lavoie:** Je pense que le droit de réplique n'existe pas.

**M. Burns:** Sur une motion?

**M. Lavoie:** Ce n'est pas une motion de fond c'est une motion de forme.

**M. Burns:** Alors, voulez-vous que je parle ou que je ne parle pas?

**M. Lavoie:** Est-ce qu'on lui donne le consentement?

**M. Burns:** Cela ne me fait rien.

**M. Lavoie:** On vous donne notre consentement.

**M. Burns:** Vous voulez que je parle?

**M. Lavoie:** Avec notre gentillesse habituelle.

**M. Burns:** Bon, très bien, c'est dans ce sens que je disais que j'exerçais mon droit de réplique. Si vous ne voulez pas, je vais me rasseoir puis je vais demander le vote tout de suite.

**M. Lavoie:** Faites donc comme vous voulez. Faites à votre tête.

**M. Burns:** Très bien. De toute façon, vous savez comment cela marchait dans le temps.

**M. Marchand:** Demandez-le, le vote.

**Le Président:** A l'ordre, à l'ordre!

**M. Burns:** Je peux vous dire tout simplement, M. le Président, que répondant aux demandes multiples que nous avons eues de soumettre à une commission ce projet de loi, qui est quand même d'une certaine importance, qui comporte, je pense, un certain nombre de nouveautés, si je peux m'exprimer ainsi, au point de vue de la législation en matière de financement des partis politiques, nous avons d'abord accepté le principe de soumettre le projet de loi à une commission parlementaire, pour que les citoyens puissent venir nous dire, de quelque origine qu'ils soient, de

quelque parti politique qu'ils soient, ce qu'ils en pensent.

Nous avons même voulu, M. le Président, souligner l'importance que nous accordions à ce projet de loi — non pas que la commission de l'Assemblée nationale à nos yeux ne soit pas importante — en le soumettant à une commission qui habituellement est celle qui est considérée même s'il n'y a pas de degré, parmi les plus importantes. Cela parle quand même de la présidence du conseil, de la constitution, etc. Et je comprends mal les amis d'en face de nous dire que cette commission est plus partisane que d'autres. C'est ce que je ne comprends pas, et je suis certain que nos amis de l'Opposition, éventuellement, me remercieront de l'avoir déferé à cette commission plutôt qu'à la commission de l'Assemblée nationale, parce que, sur le plan fonctionnel, cette commission va être plus en mesure de siéger, dans le sens que peut-être que vous n'avez aucune intention de participer à cette commission et... non, non, je dis, je donne comme exemple...

**M. Lavoie:** Un instant.

**M. Burns:** Je peux prendre un autre exemple.

**M. Levesque (Bonaventure):** Non, c'est impossible.

**M. Burns:** Peut-être que le vice-président n'a aucune intention de participer à ce débat...

**M. Lavoie:** C'est lui qui va recevoir les rapports de l'officier de la loi.

**M. Burns:** ... peut-être que le whip en chef du côté de l'Opposition n'a aucune intention de participer à cette commission. Je l'ignore, M. le Président, sauf que, si je l'envoie à la commission de l'Assemblée nationale, le whip en chef va automatiquement faire partie de cette commission et je vais lui causer un tas d'embêtements pour se faire remplacer à chaque commission.

**M. Levesque (Bonaventure):** Je n'ai jamais entendu une argumentation comme cela encore.

**M. Burns:** M. le Président, bien, écoutez, c'est effrayant d'entendre ce que vous nous avez dit tout à l'heure. C'est effrayant d'entendre ce que vous nous avez dit tout à l'heure...

**M. Lavoie:** Vous êtes avocat?

**M. Burns:** Je dis, M. le Président, que nous avons choisi la commission qui nous paraissait, outre la commission de l'Assemblée nationale, être la plus appropriée. Si je l'avais envoyé à la commission du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration...

**M. Levesque (Bonaventure):** ... l'argumentation que vous auriez. Pourquoi la commission de l'Assemblée nationale? Pourquoi cela existe-t-il, la commission de l'Assemblée nationale?

**M. Burns:** ... M. le Président, à ce moment-là, si je l'avais déferé à la commission du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration, je comprendrais les tollés que nous entendons de l'autre côté.

Mais le fait de l'envoyer à la commission de la présidence du conseil m'apparaît tout à fait normal. J'ai l'impression que l'on fait une belle petite tempête dans un verre d'eau, exactement comme on a l'habitude d'en recevoir du côté de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** Je ne fais pas de tempête dans un verre d'eau, mais lorsqu'on poursuit contre la présidence ce genre d'argumentation, je ne l'accepte pas.

**M. Burns:** M. le Président, sauf erreur, j'ai encore le droit de parole. Vous n'avez rien à accepter ici.

**M. Lavoie:** M. le Président, est-ce que vous accepteriez un amendement à cette motion...

**M. Burns:** M. le Président, j'invoque le règlement car son droit de parole a déjà été utilisé.

**M. Lavoie:** ...à l'effet que la commission de l'Exécutif soit remplacée par la commission de l'Assemblée nationale?

**Le Président:** A l'ordre, s'il vous plaît! Vraiment, je pense que l'on devrait revenir au calme. Vous avez obtenu la permission d'une réplique. Je vous souligne que l'article 118 permet aux représentants des partis reconnus de faire de brefs commentaires. Je ne suis pas intervenu, mais je voudrais que vous soyez bref dans votre réplique et vos conclusions.

**M. Lavoie:** Il n'y a pas de réplique.

**Le Président:** Le droit lui a été accordé de consentement unanime.

**M. Burns:** M. le Président, je demande le vote.

**M. Lavoie:** J'ai fait un amendement.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, je vous demande une directive. Il est important que nous puissions savoir, comme députés, si notre règlement permet au leader du gouvernement de déferer à n'importe quelle commission, quel que soit le sujet à l'étude, l'étude d'un projet de loi ou est-ce qu'à ce moment-là, afin de maintenir l'ordre dans cette Chambre, afin de respecter les traditions dans cette Chambre, afin de conserver un minimum de décence, ne pouvez-vous pas vous-même, M. le Président, en défenseur de notre règlement, de nos institutions, intervenir, et cela en vertu de notre règlement? Ne vous est-il pas permis à vous, M. le Président, de rappeler à l'ordre?

**M. Burns:** Le Président ne va avoir rien à dire.

**Le Président:** A l'ordre!

**M. Lavoie:** Le Président, c'est le représentant du législatif, comme le premier ministre est le représentant de l'exécutif.

**M. Burns:** Vous êtes deux debout.

**M. Charron:** Il a l'air fou en même temps, là.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, en vertu de notre règlement — c'est ma demande de directive — vous pouvez intervenir, et la question que je vous pose: Ne devez-vous pas intervenir, lorsque vous êtes témoin ou qu'il vous apparaît qu'une institution aussi importante que l'Assemblée nationale est en train de se faire mettre en veilleuse ou encore d'être soumise à la volonté du leader du gouvernement ou du gouvernement dans son ensemble? Je dis qu'à ce moment-ci on participe à divers gestes. Rappelons-nous la question de la télévision, des débats télévisés. Rappelons-nous cette nouvelle motion qui est introduite présentement à notre feuillet par le leader du gouvernement, alors que vous-même, comme Président de l'Assemblée nationale, vous avez permis qu'une sous-commission étudie ce problème.

Nous assistons présentement, de plus en plus, depuis la présence d'un ministre responsable de la réforme parlementaire, à une substitution du rôle éminemment important et démocratique de la présidence de l'Assemblée nationale. On veut présentement — et c'est là que c'est grave, M. le Président — ...

**M. Burns:** M. le Président, j'invoque le règlement. La farce a assez duré.

**M. Levesque (Bonaventure):** Ah! la farce, alors que l'on parle... Qu'est-ce qui va arriver? On va traiter l'Assemblée nationale et son président d'une farce.

**M. Burns:** J'invoque le règlement, M. le Président.

**M. Levesque (Bonaventure):** Voilà le véritable visage. Qu'on démasque immédiatement cette intrusion de l'Exécutif dans les affaires de l'Assemblée nationale. Nous allons arrêter ce processus indigne.

**M. Burns:** Les farces, c'est vous qui les faites.

**Le Président:** A l'ordre! M. le chef de l'Opposition officielle, je connais le respect que vous avez pour l'Assemblée nationale, de même que vous, M. le leader du gouvernement, et je fais appel à ce respect pour que nous n'ayons pas de chahut inutile à l'Assemblée nationale. Je me permettrai cependant, M. le chef de l'Opposition officielle, de vous demander, puisque vous me demandez des directives, en vertu de quel article du règlement je pourrais déroger à l'article 118.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, comme gardien des institutions démocratiques parmi lesquelles se retrouve en premier l'Assemblée nationale, c'est à vous d'intervenir lorsque vous voyez, comme vous le voyez aujourd'hui, que l'on veut déroger non pas seulement aux traditions qui ont toujours été respectées dans cette Chambre mais que l'on déroge volontairement lorsque l'on veut déferer l'étude d'un projet de loi aussi important que celui-là à une commission qui n'a pas été créée dans ce but et qui n'a jamais été pensée comme ayant ce rôle. Et je dis que la commission de l'Assemblée nationale est là où elle n'a pas de valeur ou de rôle à jouer. Et lorsque le leader du gouvernement dit que peut-être le whip en chef ne voudrait pas assister, peut-être que le leader ne voudrait pas assister, je dis que ça s'applique à n'importe quelle séance de la commission de l'Assemblée nationale.

**M. Burns:** M. le Président, j'invoque le règlement.

**M. Levesque (Bonaventure):** Et à ce moment-là pourquoi ne pas faire comme le leader de l'Union Nationale et déchirer la page qui contient la création de la commission de l'Assemblée nationale?

**M. Burns:** J'invoque calmement le règlement. J'invoque avec tout le calme possible, M. le Président, le règlement. J'invoque très calmement le règlement et je vous demande tout simplement, maintenant que tout le monde a eu son "show", que tout le monde a fait sa petite affaire, d'appliquer l'article 118. Il n'est même pas supposé y avoir de débat sur une motion du leader du gouvernement sur une telle affaire.

J'étais prêt à entendre tout ce monde-là, mais j'étais prêt aussi à donner les réponses que je pense avoir été les plus honnêtes et les plus sincères possible. Je vous demande donc, M. le Président, d'appeler le vote sur cette motion.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, question de privilège. Vous savez que, lorsque vous avez demandé tout à l'heure que l'on discute le plus froidement possible de cette situation, vous avez eu notre collaboration et je me suis abstenu, lorsque vous l'avez demandé, d'intervenir. Mais lorsque j'entends le leader du gouvernement se lever et parler comme il vient de le faire: "Vous avez eu votre "show", je dis que les privilèges des membres de cette Chambre sont violés, et violés par le leader du gouvernement parce que ce n'est pas une question de "show", lorsque l'on veut simplement protéger une institution démocratique comme l'Assemblée nationale, que l'on ne veut pas se faire "bulldozer" par un gouvernement qui, sous le signe d'un nouveau style de gouvernement, continuellement sabote l'autorité de l'Assemblée nationale, votre autorité, M. le Président, et en même temps attaque nos libertés individuelles.

Le parti libéral du Québec...



**Le Président:** M. le chef de l'Opposition officielle, je pense que votre question de privilège a été signalée, s'il y en avait une. Maintenant, je pense que les règlements étant ce qu'ils sont, et dans l'état actuel du règlement — vous savez que le président actuel n'a rien eu à voir dans l'élaboration de ce règlement — je ne vois pas comment je pourrais déroger aux impératifs de l'article 118. C'est pour cela que je vous demande immédiatement si cette motion du leader du gouvernement...

**M. Levesque (Bonaventure):** Vous me permettez, parce que vous me posez une question... Vous dites: En vertu de quoi? Je vous dis: L'article 10, M. le Président, qui dit: "Le président exerce les fonctions suivantes:

**M. Burns:** Ce qui contredit l'article 118.

**M. Levesque (Bonaventure):** "1. Il fait l'ouverture et annonce la clôture des séances;"

**M. Burns:** L'article 118!

**M. Levesque (Bonaventure):** "2. Il préside les séances, sauf pendant que l'Assemblée siège en commission;"

"3. Il maintient l'ordre et il exerce tous les pouvoirs requis à cette fin;" C'est justement dans ce désordre que veut vous amener...

**M. Biron:** M. le Président...

**M. Levesque (Bonaventure):** "4. Il fait observer le règlement et dirige les travaux de l'Assemblée." Il me semble que c'est votre responsabilité, M. le Président.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition... Vous avez une question de privilège à signaler. M. le chef de l'Union Nationale?

**M. Biron:** Oui, M. le Président. Question de privilège pour les membres de cette Assemblée nationale. Si on veut faire une bataille entre partis politiques, on devrait peut-être aller ailleurs. Nous autres, nous attendons pour travailler ici, et on devrait décider...

**M. Levesque (Bonaventure):** Question de privilège. Le chef de l'Union Nationale, qui est en visite aujourd'hui ici, en cette Assemblée, et qui siège plus dans la province voisine que dans celle-ci, vient d'indiquer clairement qu'il n'a aucune connaissance de l'importance des règles de l'Assemblée nationale...

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition...

**M. Levesque (Bonaventure):** Il y a toujours un bout de venir se faire dire cela par quelqu'un qui est inconscient...

#### Motion de déférence à la commission de la présidence du conseil

**Le Président:** Messieurs, tout simplement en ne portant pas de jugement, M. le chef de l'Opposition officielle, sur la valeur des arguments que vous avez présentés, sauf au plan juridique, je

pense que l'article 10 est un article de portée générale qui, malheureusement, ne permet pas de déroger à l'article 118. Alors, j'appelle le vote. Est-ce que cette motion sera adoptée?

**M. Burns:** Vote enregistré.

**Le Président:** Qu'on appelle les députés!

#### Vote sur la motion

**Le Président:** Vote, messieurs! Nous allons maintenant procéder au vote. Que ceux qui sont en faveur de la motion du leader parlementaire du gouvernement veuillent bien se lever!

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Lévesque (Taillon), Burns, Mme Cuerrier, MM. Cardinal, Bédard, Laurin, Morin (Sauvé), Morin (Louis-Hébert), Parizeau, Marois, Landry, Léonard, Couture, Tremblay, Bérubé, Duhaime, O'Neill, Mme Ouellette, MM. de Belleval, Joron, Mme Payette, MM. Lessard, Proulx, Charron, Lazure, Léger, Garon, Tardif, Grégoire, Chevette, Michaud, Paquette, Vaillancourt (Jonquière), Marcoux, Alfred, Vaugeois, Martel, Fallu, Rancourt, Mme Leblanc, MM. Bertrand, Godin, Johnson, Laplante, Bisaillon, de Bellefeuille, Guay, Gendron, Mercier, Laberge, Marquis, Lacoste, Perron, Brassard, Clair, Gosselin, Lefebvre, Lavigne, Dussault, Charbonneau, Beauséjour, Desbiens, Baril, Bordeleau, Boucher, Gravel, Lévesque (Kamouraska-Témiscouata), Gagnon, Jolivet.

**Le Président:** Que ceux qui sont contre cette motion veuillent bien se lever!

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Levesque (Bonaventure), Lavoie, Mackasey, Vaillancourt (Orford), Lalonde, Forget, Garneau, Mailloux, Goldbloom, Larivière, Saindon, Saint-Germain, Mme Lavoie-Roux, MM. Lamontagne, Giasson, Blank, Caron, O'Gallagher, Ciaccia, Marchand, Gratton, Pagé, Verreault, Biron, Bellemare, Grenier, Russell, Goulet, Fontaine, Brochu, Shaw, Le Moignan, Dubois, Cordeau, Samson.

**Le Président:** Que ceux qui désirent s'abstenir veuillent bien se lever!

**Le Secrétaire:** Pour: 69 — Contre: 35

**Le Président:** Motion adoptée.

Présentation de projets de loi au nom des députés.

Déclarations ministérielles.

Dépôt de documents.

M. le ministre des Finances.

#### DÉPÔT DE DOCUMENT

##### Comptes publics 1975/76

**M. Parizeau:** M. le Président, en vertu de l'article 72 de la Loi de l'administration financière, j'ai

l'honneur de déposer les comptes publics de la province de Québec de l'année financière terminée le 31 mars 1976.

De plus, il me fait plaisir de déposer les états financiers du Québec pour l'année terminée le 31 mars 1976.

**Le Président:** Documents déposés.  
Période de questions orales.

M. le chef de l'Opposition officielle.

## QUESTIONS DES DÉPUTÉS

### Application des lois sur les services essentiels

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice. Le ministre de la Justice peut-il informer cette Chambre quant aux rumeurs qui circulent à l'effet qu'il aurait ou qu'il serait sur le point de recommander au Conseil des ministres de laisser tomber les procédures entreprises à la suite d'infractions aux lois 23 et 253?

**Le Président:** M. le ministre de la Justice.

**M. Bédard:** M. le Président, comme le chef de l'Opposition le sait, cette décision qui pourrait avoir comme effet de laisser tomber les plaintes prises en vertu des lois 23 et 253 est une décision discrétionnaire qui appartient au ministre de la Justice. Je désire prendre avis de la question du chef de l'Opposition, et, puisqu'il a posé cette question, l'assurer que, dès cette semaine, en Chambre, je répondrai à cette question.

**M. Levesque (Bonaventure):** Une question additionnelle, M. le Président.

Si je comprends bien, le ministre de la Justice n'a pas posé de gestes, jusqu'à ce jour, relativement à cette question?

**M. Bédard:** Je n'ai pas dit que le ministre de la Justice n'avait pas posé de gestes jusqu'à ce jour, relativement à cette question. Ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est que je prends avis de sa question et qu'au cours de cette semaine je lui répondrai en Chambre.

**M. Levesque (Bonaventure):** Une question additionnelle, M. le Président. Quels sont les gestes que le ministre de la Justice a posés relativement à cette question?

**M. Bédard:** M. le Président, j'ai pris avis de la question. Je pense que, lorsque je donnerai la réponse, le chef de l'Opposition sera en mesure de se rendre compte des gestes qu'a dû poser le ministre de la Justice.

**Le Président:** M. le député de Saint-Laurent.

**M. Forget:** Ma question s'adresse au ministre de la Justice également. C'est une question sup-

plémentaire. Vu qu'il a pris avis de la question qui portait sur l'application des lois 253 et 23, est-ce qu'il pourrait, par la même occasion, nous fournir des indications analogues quant à l'application de l'article 99 du Code du travail ou de toute autre mesure découlant de la situation qui a été vécue, l'an dernier, dans le domaine des relations de travail dans les secteurs parapublic et public?

**M. Bédard:** Par la même occasion, je répondrai à mon collègue.

**Le Président:** M. le député de Marguerite-Bourgeoys.

### Projet de charte linguistique

**M. Lalonde:** M. le Président, une question principale. Un court préambule. Par proclamation du 16 juin 1976, les articles 1 à 56 de la Charte des droits et libertés de la personne sont entrés en vigueur le 28 juin 1976.

La Charte des droits et libertés de la personne prévoit à l'article 10 que — et je cite — "toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, etc., la langue, l'origine ethnique ou nationale, etc." A l'article 52 de cette charte, on précise que les articles 9 à 38, donc l'article 10 auquel je viens de me référer — et je lis — "prévalent sur toute disposition d'une loi postérieure qui leur serait contraire, à moins que cette loi n'énonce expressément s'appliquer malgré la charte."

Ma question est la suivante: Est-ce que le ministre de la Justice peut dire à cette Chambre s'il est exact que le projet de charte linguistique du gouvernement énonce expressément que la charte linguistique s'applique nonobstant la Charte des droits et libertés de la personne et qu'en ce faisant le gouvernement s'apprête...

**M. Burns:** J'invoque le règlement.

**M. Lalonde:** ... avec sa charte linguistique...

**M. Burns:** J'invoque le règlement, M. le Président.

**M. Lalonde:** ... à mettre de côté les droits et libertés...

**M. Burns:** J'invoque le règlement.

**M. Lalonde:** ... garantis par une autre loi de cette Assemblée nationale...

**M. Burns:** J'invoque le règlement.

**M. Lalonde:** ... c'est-à-dire la Charte des droits et libertés de la personne.

**M. Burns:** J'invoque le règlement. Bon. Si jamais on répondait à ce genre de question, l'Opposition, avec le genre de spectacle qu'elle nous a

livré tout à l'heure, serait la première à nous le reprocher.

M. le Président, je vous demande tout simplement de considérer cette question comme non recevable.

**M. Lavoie:** Question de règlement, M. le Président. Je crois que c'est assez évident que les ministres sont responsables, à l'Assemblée.

**M. Burns:** ... les projets, voyons donc!

**M. Lavoie:** Nous avons encore la responsabilité ministérielle. Nous ne sommes pas encore en république ni en régime présidentiel.

**Une Voix:** Cela s'en vient.

**M. Lavoie:** Les ministres doivent répondre de leurs actes à l'Assemblée; autrement, on va faire disparaître la période des questions.

**M. Bédard:** Pour répondre à la question du député de Marguerite-Bourgeoys, qui fait état d'une préoccupation louable à l'effet que les dispositions de la Charte des droits et libertés de la personne soient respectées — préoccupation, d'ailleurs, que je partage également — je dois lui dire, et il le sait, que la loi est présentement en discussion. Je voudrais lui souligner que j'ai porté à l'attention — ce n'était pas nécessaire, puisqu'il y était très sensibilisé — du ministre d'État au développement culturel, chargé de la rédaction de cette loi, les dispositions de la charte.

Je pense que la meilleure garantie qu'aucune des dispositions de cette charte ne sera violée est le souci continu, le respect continu dont notre parti a toujours fait état vis-à-vis des droits des minorités. Lorsque la loi sera déposée, si le député croit qu'elle peut, de quelque manière que ce soit, violer les dispositions de la Charte des droits et libertés de la personne, il pourra, à ce moment-là, poser sa question. Pour le moment, elle est tout à fait prématurée.

**M. Lalonde:** Je m'appuie sur la déclaration du ministre, sur sa réponse à l'effet qu'il est préoccupé par le respect de cette Charte des droits et libertés de la personne et je lui demande donc s'il a l'intention, à titre de ministre responsable en cette Chambre de l'application de cette charte à l'égard de tous les citoyens du Québec, de faire des représentations vigoureuses à l'endroit de ses collègues pour que la Charte des droits et libertés de la personne soit intégralement respectée dans le projet de loi concernant la langue.

**M. Bédard:** Peut-être contrairement à ce qui existait dans votre parti — je n'étais pas au Conseil des ministres — mais je dois vous dire que je n'ai pas besoin de faire des représentations vigoureuses auprès de mes collègues pour qu'ils respectent intégralement les dispositions de la Charte des droits de l'homme. Encore une fois, je vous l'ai dit, le respect que notre parti a toujours affiché vis-à-vis des droits des citoyens, des droits des

minorités est la meilleure garantie d'une loi qui effectivement respectera les dispositions de la Charte des droits de l'homme.

**M. Lalonde:** M. le Président, la question de la langue étant une question fondamentale, j'espère que vous pourrez m'accorder quelques questions additionnelles, et j'en ai quelques-unes très précises. La prochaine s'adresse encore au ministre de la Justice. Est-il exact que le projet de charte linguistique du gouvernement contient des dispositions prévoyant que, contrairement aux droits garantis par l'article 133 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, premièrement le français est la langue de la législation et de la justice au Québec? Deuxièmement, les projets de loi sont rédigés en français, ils sont en français déposés à l'Assemblée nationale, adoptés et sanctionnés? Troisièmement, est seul officiel le texte français de la loi du Québec? Quatrièmement, les personnes morales s'adressent dans la langue française aux tribunaux et aux autres organismes exerçant les fonctions judiciaires, elles plaident devant eux dans la langue officielle et, enfin, est seul authentique le texte français des jugements rendus au Québec par les tribunaux, etc.?

**M. Bédard:** M. le Président, je ne sais pas si le ministre a compris le sens de ma réponse, si l'ex-ministre a compris le sens de ma réponse...

**Une Voix:** L'ex-ministre.

**M. Bédard:** ... ou encore s'il tenait absolument à passer ses questions supplémentaires, mais, comme il le sait très bien, la loi à l'heure actuelle est en discussion. Je pense que c'est à partir du moment où elle sera déposée que les questions qu'il pourrait avoir à l'esprit en fonction du respect de la Charte des droits de l'homme devront être posées. Au moment où il les pose c'est prématuré.

**M. Lalonde:** M. le Président, je prends acte de l'intention du ministre de défendre vigoureusement la Charte des droits et libertés de la personne et on verra au résultat si ces engagements seront respectés. Mais, étant donné qu'il ne veut pas répondre plus que cela, ma prochaine question sera adressée au ministre de l'Éducation.

**M. Bédard:** Une question de privilège, M. le Président; mon honorable collègue a l'air de laisser entendre que je ne veux pas répondre à la question. J'espère qu'il est au moins capable de réaliser qu'il n'est pas possible de répondre à la question, étant donné que le projet de loi est en discussion. Est-ce que vous comprenez cela? Est-ce que vous comprenez ce que cela veut dire un projet de loi en discussion? Vous avez été député assez longtemps pour le comprendre.

**M. Lalonde:** M. le Président, ma question au ministre de l'Éducation est la suivante: Est-il exact que le projet de charte linguistique du gouvernement prévoit qu'il est prescrit que l'enseignement

se fait en français dans les écoles primaires et secondaires et que cette disposition vaut pour les écoles régies par la Loi de l'instruction publique et pour les organismes scolaires régis par la Loi de l'enseignement privé et déclarés d'intérêt public ou reconnus admissibles à des subventions de ladite loi?

Deuxième volet, est-il exact que le projet de charte linguistique du gouvernement prévoit que, par dérogation à cette disposition, peuvent recevoir l'enseignement en anglais, premièrement, les enfants dont le père et la mère font la demande sous réserve que le père ou la mère aient reçu au Canada l'enseignement primaire en anglais et, deuxièmement, les enfants qui à la date de l'entrée en vigueur à la présente loi reçoivent déjà l'enseignement en anglais à l'école primaire ou secondaire et leur frère ou sœur cadets qui ne fréquentent pas encore d'école à ladite date?

**M. Johnson:** M. le Président, une question de privilège.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président...

**M. Burns:** J'invoque le règlement. Je l'invoque en vertu de l'article 168.-2. Il s'agit là, M. le Président, d'hypothèses. Il s'agit là, également, de discussions possibles sur un éventuel projet de loi. Peut-être que le député de Marguerite-Bourgeoys, lorsqu'il était au Conseil des ministres, n'était pas suffisamment éveillé pour savoir que ce type de question ne se pose pas en Chambre, tant et aussi longtemps que le projet de loi n'est pas déposé. Je répète ce que je disais tout à l'heure, M. le Président, que si le ministre de la Justice répondait de façon précise à ces hypothèses soumises par le député de Marguerite-Bourgeoys, les premiers à vraiment s'offusquer, au nom de la sauvegarde des droits de la Chambre, ce serait justement nos amis du Parti libéral, en face.

**M. Lavoie:** Question de règlement, M. le Président.

**Le Président:** Ce sera inutile parce que je regrette celle du leader du gouvernement.

**M. Lavoie:** Il faudrait lire l'article 165, avec votre permission: "Une question posée à un ministre doit se rapporter à une matière d'intérêt public, etc.. ou aux intentions du ministre ou du gouvernement à l'égard d'une mesure législative..." Cela ne peut pas être plus direct que l'article 165.

**Le Président:** A l'ordre, M. le leader parlementaire de l'Opposition officielle! Je pense que c'est une question qui est permise par les règlements et, en vertu des règlements, le ministre peut refuser de répondre ou il peut répondre ce qu'il veut. Je ne vois pas pourquoi je refuserais la question.

**M. Morin (Sauvé):** M. le Président, je peux prendre un engagement solennel. Le jour même où la loi sera déposée dans cette Chambre, vous aurez la réponse à vos questions.

**M. Lalonde:** M. le Président, si vous me permettez une question additionnelle, c'est une question extrêmement importante.

**Le Président:** M. le député de Notre-Dame-de-Grâce.

**M. Mackasey:** Question supplémentaire, M. le Président, adressée au ministre de la Justice. Je le félicite pour le fait qu'il reconnaisse le principe de la Charte des droits de l'homme. Is the minister prepared to recognize the minorities in this province, to the extent that he will not permit legislation that will remove from the minority the right to speak English in this Chamber?

**M. Bédard:** M. le Président, je n'ai pas l'intention de répéter...

**M. Mackasey:** Voulez-vous que je répète en français, pour vous?

**M. Bédard:** ... la réponse que j'ai faite déjà concernant l'ensemble du projet de loi. C'est la même réponse. Quand ce sera déposé, ce sera opportun de poser des questions.

**Le Président:** M. le chef de l'Union Nationale.

**M. Biron:** M. le Président.

**M. Lalonde:** M. le Président, une question additionnelle avant. Je m'excuse, mais c'est une question extrêmement importante, fondamentale.

**Le Président:** Je vous souligne, M. le député de Marguerite-Bourgeoys, qu'il y a déjà eu quinze minutes là-dessus et personne d'autre n'a pu poser de question. J'y reviendrai si nous avons le temps à la fin. Je vais donner la parole au chef de l'Union Nationale.

#### Minorités francophones hors du Québec

**M. Biron:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Affaires intergouvernementales. J'ai senti, la semaine dernière, à l'occasion de rencontres avec des francophones hors du Québec, une certaine inquiétude. Je voudrais demander au ministre des Affaires intergouvernementales s'il a arrêté, sinon quand il prévoit le faire, la politique gouvernementale en matière de relations avec les minorités francophones hors du Québec, au Canada. Est-ce que l'on peut savoir dès maintenant si cette éventuelle politique ira plus loin que l'esprit ou la lettre de ce que dit le programme du Parti québécois: "Prendre les mesures nécessaires pour favoriser l'immigration au Québec, des individus et des familles francophones établis au Canada"?

**M. Morin (Louis-Hébert):** M. le Président, il y a deux parties à ma réponse. La première est que nous sommes effectivement, actuellement, en train d'étudier une politique éventuelle en ce qui concerne les minorités francophones à l'extérieur

du Québec. Deuxième partie. Quand cette politique aura été davantage développée, j'ai l'intention de la soumettre au Cabinet. J'ajoute une annexe à ma deuxième partie. J'ai l'intention aussi d'en faire part publiquement, lors de certaines allocutions que j'aurai à présenter dans les semaines et les mois qui viennent.

**M. Biron:** Question additionnelle, M. le Président, au ministre des Affaires intergouvernementales.

Dans l'élaboration de sa politique actuellement et sa stratégie face aux francophones à l'extérieur du Québec, le ministre a-t-il tenu compte d'un rapport qui est en voie de préparation ou déjà préparé par un ancien ministre, M. Jean-Noël Tremblay, reconnu comme une compétence en la matière?

**M. Morin (Louis-Hébert):** M. le Président, quand je suis arrivé à mon ministère au début de décembre, j'ai découvert qu'un de nos employés était M. Jean-Noël Tremblay, justement, et qu'il avait un mandat qui se terminait, si je me souviens bien, à la fin de mars. J'ai vu M. Tremblay il n'y a pas tellement longtemps et il n'avait pas tout à fait terminé son travail justement sur les minorités. J'ai demandé à M. Tremblay de le continuer et je lui ai donné deux mois de plus pour terminer son travail. D'ici quelques semaines, j'ai une rencontre avec lui qui me permettra, entre autres éléments, de tenir compte de ses travaux pour, disons, davantage polir la politique à laquelle nous voulons arriver en ce qui concerne les minorités.

Mais je ne tiendrai pas seulement compte, bien sûr, de ce que M. Tremblay, qui est maintenant conseiller dans le ministère, pourra nous fournir. Il y a d'autres éléments qui entreront en ligne de compte.

**M. Bellemare:** Est-ce que M. Tremblay est en permanence?

**M. Morin (Louis-Hébert):** Non, M. Tremblay est un employé occasionnel.

**M. Bellemare:** Est-ce qu'il devra subir le diktat de la Fonction publique quant aux six mois?

**M. Morin (Louis-Hébert):** Je vous ferai remarquer, M. le leader de l'Union Nationale, qu'il aurait été possible au ministre, en vertu des règlements de la Fonction publique, de se départir immédiatement des services de M. Jean-Noël Tremblay. Ce n'est pas ce que j'ai fait; je l'ai même, comme je l'ai dit il y a un instant, prolongé de deux mois.

**M. Bellemare:** Michaud, vous l'avez réengagé.

**M. Blank:** Question additionnelle. Est-ce que le ministre des Affaires intergouvernementales est au courant de la réponse que le ministre responsable du Haut-Commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports a donnée à Edmonton, au mois d'octobre, aux étudiants du collège Saint-Jean, en disant: Ne vous inquiétez pas, les francophones

en dehors de la province de Québec, en cas d'indépendance; on a les minorités anglaises comme otages.

**M. Morin (Louis-Hébert):** Le député m'a posé une longue question. Il me demande si je suis au courant de la réponse qui a été donnée ou de l'intervention. Ma réponse va être très brève, non.

**M. Charron:** M. le Président, une question de privilège. Je ne veux pas retarder les travaux de la Chambre, mais, si j'avais dit des propos aussi idiots que ceux que vient de rapporter le député, je pense que je ne serais pas ici cet après-midi.

**Le Président:** Mme le député de L'Acadie.

**M. Blank:** M. le Président, question de privilège. J'étais là et il y avait sept autres députés qui étaient témoins et même, après la question, quand on m'a demandé: Que feriez-vous si le Québec devenait indépendant?, j'ai répondu: Si on me garde comme otage, je pars.

**M. Charron:** M. le député, il y avait effectivement sept autres députés, mais, sur les sept, il ne survit que le député de Saint-Louis.

**Une Voix:** Ils ne sont pas morts, les six autres témoins.

**M. Goulet:** M. le Président...

**Le Président:** Mme le député de L'Acadie.

#### Grève à la commission scolaire Jérôme-LeRoy

**Mme Lavoie-Roux:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail. Elle a trait au conflit qui sévit présentement à la commission scolaire Jérôme-LeRoy. Est-il exact que son ministère aurait envoyé un avis au syndicat vers la mi ou fin de février à l'effet que la grève des enseignants était illégale et que, récemment, un avis contraire aurait été émis, également par son ministère, à l'effet que la grève serait devenue légale? Si tel est le cas, pourrait-il déposer le second avis qui a été donné et qui semble en contradiction avec le premier? Egalement, j'aimerais connaître l'opinion du ministre lui-même quant à la légalité ou à l'illégalité de cette grève, puisqu'elle a des répercussions quant aux moyens qui sont à la disposition du ministre pour intervenir dans le conflit.

**M. Couture:** M. le Président, je ne veux pas me prononcer moi-même...

**Le Président:** Un instant, M. le ministre. Je voudrais vous signaler, Mme le député de L'Acadie, que votre question avait un peu la teinte d'un avis juridique, ce que normalement on ne doit pas demander. Mais enfin, M. le ministre.

**M. Couture:** Justement, M. le Président, je voulais dire qu'au niveau de l'interprétation juridi-

que du conflit, il ne m'appartient pas de me prononcer. Quant aux deux documents dont on parle, je ne crois pas qu'il soit dans l'intérêt public de les porter à la connaissance de cette Chambre. Mais je peux quand même dire, pour confirmer ce que suggérerait le député de L'Acadie, qu'il est vrai qu'il y a eu deux avis et que ces deux avis se contredisaient d'une certaine façon, mais au ministère on a révisé la position là-dessus.

**Mme Lavoie-Roux:** Question supplémentaire. Est-il exact que le deuxième avis a été envoyé à la suite de poursuites qui ont été entreprises par la commission scolaire vis-à-vis du syndicat?

**M. Couture:** Non, M. le Président, il n'y a pas de lien direct à ce sujet.

**Le Président:** M. le député de Bellechasse.

### Situation du port de Montréal

**M. Goulet:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Considérant qu'avec le départ de la Cast North America, les ports du Québec, et celui de Montréal en particulier, voient leur situation déjà fort précaire se détériorer encore davantage, ma question est celle-ci: Qu'est-ce que le gouvernement actuel a fait jusqu'à présent, ou encore entend faire sous peu, auprès des administrations portuaires concernées, soit encore auprès du gouvernement d'Ottawa pour enfin assurer au moins le maintien des emplois existants?

**Le Président:** M. le ministre des Transports.

**M. Lessard:** M. le Président, il est exact que la compagnie Cast North America Limited annonçait, il y a quelque temps, sa décision de transférer dans le port d'Halifax ses activités de transport de conteneurs qui représentent à elles seules à peu près 50% du trafic des marchandises dans le port de Montréal. Comme on le sait, le problème provient de la question de fonds de retraite des débardeurs du port de Montréal qui a été négociée par le gouvernement fédéral. Il est vrai que cette décision peut avoir des effets très importants puisque, à cause du fait que d'autres compagnies devront défrayer ce fonds de retraite et à cause du coût exorbitant que cela peut comporter, ces compagnies pourraient envisager la possibilité de délaisser aussi le port de Montréal.

Le vendredi 11 mars dernier, en compagnie du député de Sainte-Marie, j'ai rencontré MM. Klaus Glusing et Maurice Van der Veen, respectivement président de Cast North America Limited et président de Cast Terminal Limited, qui m'ont assuré que si une solution était trouvée au problème posé par la structure administrative de l'Association des employeurs maritimes, son rôle et critère d'éligibilité pour en être membre, ils seraient prêts à revenir sur leur décision et continuer les activités de leur compagnie dans le port de Montréal, comme ils le font déjà de façon satisfaisante depuis sept ans. Lors de cet entretien, j'ai eu la confirmation

qu'une telle solution devait être trouvée d'ici au 2 avril prochain, sans quoi il serait tout simplement trop tard et déménageraient leurs compagnies à Halifax. Mais il faut souligner que ces problèmes soulevés par l'administration du port de Montréal, l'Association des employeurs maritimes et le fonds de pension des débardeurs sont du ressort du gouvernement fédéral. En effet, l'administration des ports a toujours traditionnellement relevé du gouvernement fédéral.

Aussi, à la suite de cette rencontre, j'ai fait parvenir une lettre au ministre responsable du port de Montréal, soit M. Otto Lang, et je voudrais vous lire, en conclusion, une partie de cette lettre, que je pourrai d'ailleurs déposer ici, à l'Assemblée nationale, si les membres de l'Opposition le jugent à propos. Cette lettre se termine comme suit: "Aussi, j'estime que le gouvernement fédéral devrait s'occuper plus activement de ce dossier et défendre avec vigueur les intérêts du port de Montréal. Il m'apparaîtrait également important qu'en tant que ministre des Transports fédéral vous interveniez directement auprès de la compagnie Cast North America Limited pour lui demander de surseoir à sa décision en lui exprimant votre volonté de trouver une solution rapide à ses problèmes. Soyez assuré que si les techniques du ministère des Transports du Québec pouvaient s'avérer nécessaires dans la recherche d'une telle solution, je serais disposé à faire en sorte qu'une rencontre ait lieu entre nos fonctionnaires respectifs et ceux du ministère du Travail fédéral afin qu'ils élaborent rapidement les propositions de travail qui pourraient servir à une rencontre plus officielle avec les autorités de la compagnie Cast North America Limited.

Etant donné les implications économiques et politiques d'une telle démarche, la ville de Montréal pourrait également être invitée à prendre une part active à ces travaux. Je sais, d'autre part, que le ministre du développement économique, M. Bernard Landry, a rencontré aussi cette compagnie.

Je termine, M. le Président, comme c'est une question qui est assez importante, je souhaite donc pour ma part, puisqu'il s'agit là d'une juridiction du gouvernement fédéral, que le ministre fédéral me réponde dans le plus bref délai et n'attende pas le 2 avril afin de démontrer son intérêt pour le port de Montréal. Sinon, nous pourrions en conclure autrement.

**Le Président:** M. le député de Bellechasse.

**M. Goulet:** Question supplémentaire. D'abord, je tiens à féliciter le ministre pour avoir commencé à négocier avec Ottawa. Deuxièmement, vous parlez de solutions proposées par Ottawa. Est-ce que vous-même, M. le ministre, vous avez proposé une solution pour régler ce conflit?

Troisièmement, en vertu de l'article 177, je demanderais au président si c'est possible que le ministre dépose le document qu'il vient de citer en partie.

**M. Lessard:** M. le Président, j'ai l'impression

que quelques députés sont sourds, puisque j'ai dit que j'étais d'accord qu'on dépose ce document si vous le jugez à propos.

**M. Goulet:** Je vous le demande.

**M. Lessard:** Deuxièmement, si le député a bien compris à la lecture de ma lettre, je demande au ministre des Transports du gouvernement fédéral, puisqu'il s'agit là de sa juridiction, de prendre une décision. Quant à moi, je lui démontre ma disposition de le rencontrer en compagnie de fonctionnaires du ministère des Transports et aussi en compagnie de fonctionnaires du ministère du Travail du gouvernement fédéral puisque le problème est essentiellement une question de modification à la structure administrative. La solution est essentiellement une question de modification à la structure administrative du port de Montréal et cela ne relève pas actuellement du gouvernement québécois; cela relève d'abord du gouvernement fédéral. Si le ministre des Transports du gouvernement fédéral ne veut pas répondre à ma lettre et ne veut pas accepter cette rencontre, malheureusement, encore une fois, il sera impossible de résoudre le problème tant et aussi longtemps qu'on n'aura pas le contrôle entier de nos ports et qu'on n'aura pas l'indépendance.

**Le Président:** M. le député de Rouyn-Noranda.

**M. Goulet:** Question supplémentaire, M. le Président.

**Le Président:** M. le député de Rouyn-Noranda.

#### Bénéficiaires de l'aide sociale

**M. Samson:** M. le Président, je voudrais adresser une question à l'honorable ministre des Affaires sociales en lui rappelant que nous avons discuté, à l'occasion des crédits supplémentaires en décembre dernier, de l'éventualité d'un nouveau règlement en provenance de l'aide sociale dans lequel on devrait s'attendre à avoir un barème différent pour ce qui concerne le test de loyer qui est alloué aux différentes personnes qui reçoivent de l'aide sociale. Si je pose la question aujourd'hui, M. le Président, c'est que nous sommes dans une période d'augmentation de loyer et les bénéficiaires de l'aide sociale ont d'autant plus de problèmes qu'ils ont d'augmentations de loyer.

Le ministre est-il en mesure de me dire s'il pourra faire connaître très bientôt à cette Chambre quelles seront les modifications apportées à l'aide sociale en cette matière?

**M. Lazure:** M. le Président, j'avais pris l'engagement, à ce moment, en décembre, de faire étudier la question, et l'étude n'est pas tout à fait terminée. Je pense bien que d'ici deux à trois semaines, soit juste avant le congé de Pâques ou juste après le congé de Pâques, on sera en mesure de proposer un amendement à la clause actuelle qui, effectivement, comme vous le dites, pénalise les

gens qui sont bénéficiaires de l'aide sociale. Soit un peu avant le congé de Pâques ou un peu après le congé de Pâques.

**M. Samson:** Question supplémentaire, M. le Président.

Dans le même ordre d'idées, puis-je demander au ministre si, compte tenu de sa bonne volonté de vouloir trouver une solution à ce problème, on peut conclure qu'il reverra l'annonce qui a été faite aujourd'hui que les allocations d'aide sociale seraient retirées aux malades mentaux? Est-ce que cela pourrait être revu, parce que, d'un côté, je vois mal qu'on sente le besoin d'augmenter et qu'on coupe ailleurs en même temps?

**M. Lazure:** Je réponds avec plaisir à votre question, M. le député de Rouyn-Noranda. Je dois avouer que cette décision qui a été annoncée par un des fonctionnaires du ministère, je n'en étais pas informé jusqu'à ce que je l'apprenne par les journaux. J'ai parlé, ce midi, au fonctionnaire en question, et la réponse est qu'apparemment, il y a eu un malentendu. Je puis assurer, non seulement le député de Rouyn-Noranda, mais aussi tous les malades qui sont touchés par cela que cette décision va être rescindée et qu'effectivement, il n'y a pas de coupure de cette allocation de \$10 par semaine.

**Le Président:** M. le député de Mégantic-Compton.

**M. Caron:** Une question supplémentaire, M. le Président.

**Le Président:** Oui, une dernière là-dessus très brève.

**M. Caron:** Le ministre peut-il dire aujourd'hui à la Chambre si on peut aussi étudier la possibilité d'aider les assistés sociaux à payer une partie de leur compte de taxe d'eau? Vous en avez parlé ici en cette Chambre, à la fin de décembre. Est-ce que c'est toujours à l'étude?

**M. Lazure:** C'est une question extrêmement complexe, comme mon prédécesseur le sait. Je ne peux malheureusement pas donner de réponse finale aujourd'hui. Nous continuons les pourparlers avec la ville de Montréal en vue d'arriver à une solution satisfaisante pour les bénéficiaires. Mais on ne peut pas donner de réponse encore pour le moment.

**Le Président:** Le député de Mégantic-Compton.

**M. Grenier:** Ma question s'adressait au ministre des Transports mais je pense qu'il vient de...

**Le Président:** M. le député d'Orford.

#### Conflit scolaire dans les Cantons de l'Est

**M. Vaillancourt (Orford):** M. le Président, l'au-

rais une question à poser au ministre du Travail. Il y a quelques jours, le ministre du Travail nommait un médiateur, en la personne de M. Jean Deguire, dans le conflit entre le Syndicat des enseignants de l'Estrie et la Commission scolaire de la région des Cantons de l'Est. Le ministre pourrait-il nous faire rapport de l'état du dossier, compte tenu de l'inquiétude qui règne présentement chez les parents, quelques mois avant la fin de l'année scolaire, alors qu'il y a danger de débrayage?

**M. Couture:** M. le Président, tout ce que je peux dire là-dessus, c'est qu'en effet, il y a un médiateur et que les parties se rencontrent directement avec le médiateur. Il semble, d'après les derniers renseignements que j'ai aujourd'hui, que les pourparlers sont positifs. J'espère avoir de meilleures nouvelles dans les prochains jours. C'est tout ce que je peux dire là-dessus.

**M. Lalonde:** M. le Président, est-ce que vous me permettez une question supplémentaire? Sinon, je donnerai avis simplement, pour que les ministres soient ici demain, que j'aurai des questions additionnelles à poser sur le même sujet.

**Le Président:** Si vous me promettez qu'elles seront très brèves.

**M. Lalonde:** Je ne peux pas faire cette promesse. J'aime autant ne pas la faire, parce que je sais d'avance que je ne la tiendrai pas. J'aurai des questions sur la question linguistique à poser au ministre d'Etat à la réforme parlementaire, au ministre de l'Industrie et du Commerce et au ministre d'Etat au développement culturel.

**Le Président:** On m'a informé que M. le ministre de l'Agriculture voulait répondre à une ou des questions qui ont été posées antérieurement.

M. le ministre de l'Agriculture.

#### Règlements relatifs aux petits abattoirs

**M. Garon:** Je vais répondre à une question qui a été posée au premier ministre qui en a pris avis pour moi, en mon absence, mercredi dernier, venant du député de Mégantic-Compton au sujet des petits abattoirs. Il y avait une première partie à la question concernant les sommations, les poursuites au sujet de l'hygiène et des institutions. On a parlé aussi de persécution — ce n'était pas le député de Mégantic-Compton, c'était le député de Beauce-Sud — ou de lutte à finir entre les fonctionnaires du ministère et les petits abattoirs. Je me suis informé à ce sujet. La façon de procéder du service d'inspection, c'est d'abord un premier avertissement au sujet de l'hygiène et de la salubrité. S'il y a quelque chose qui va contre les normes, un procès-verbal est dressé, où on indique quelles sont les choses à corriger. Ensuite, il y a un deuxième avertissement concernant les mêmes choses, et, après la troisième fois seulement, si cela n'a pas été corrigé, il y a poursuite.

La question du député laissait entendre également que selon ma déclaration ministérielle — je

ne sais pas s'il se référait à cela ou à d'autre chose — ces poursuites devaient être arrêtées jusqu'à ce que les normes soient établies. Ce n'est pas ce que la déclaration ministérielle du 22 décembre disait. Elle disait que, premièrement, pour l'immédiat il y aura maintien des normes générales de propreté, d'hygiène et de salubrité, tant au niveau des locaux, de l'équipement et du personnel employé que des produits manipulés et mis en marché.

Evidemment, vous savez que c'est un dossier qui est vieux, qui est émotif. J'ai parlé aux fonctionnaires du ministère. Je ne peux pas inspecter les abattoirs avec eux autres, avec tous les inspecteurs, mais je leur ai dit que je ne voulais pas que ce soit de la persécution à l'endroit des abattoirs, mais qu'on applique les normes avec le bon sens normal. Je ne veux pas qu'il y ait de persécution, mais je ne veux pas empêcher non plus les fonctionnaires de faire leur travail.

Concernant l'autre partie, au sujet des négociations... Négociations? Non. Discussions. On a parlé de négociations, mais le terme exact est plutôt "consultations" avec l'Association pour la conservation des petits abattoirs dans le but de réviser le règlement.

**Le Président:** M. le ministre, c'est beaucoup trop long.

**M. Garon:** Je comprends, mais je pense que c'est un dossier où on a eu assez de mauvaises informations qu'il est bon de donner des explications précises.

**Une Voix:** Précisez.

**M. Garon:** C'est ce que je fais. Effectivement, il y a eu, dans les consultations, un moment où les consultations se sont arrêtées parce que les groupes étaient un peu réchauffés. Je parle du sens émotif.

**Le Président:** M. le ministre, dois-je vous rappeler que ce n'est pas le moment d'essayer de réchauffer cette Assemblée? Alors, pourriez-vous conclure, s'il vous plaît?

**M. Garon:** Je dois dire qu'à ce moment-là je n'ai pas cru bon qu'on continue immédiatement mais plutôt que les fonctionnaires révisent le règlement en fonction des principes qui ont été établis avec l'Association pour la conservation des petits abattoirs. On me dit que cela devrait se terminer la semaine prochaine. On va recommuniquer avec eux pour faire la révision du règlement. J'ai l'intention, après cela, de consulter les députés à ce sujet. Je pense qu'on va en arriver à un règlement à la satisfaction de tout le monde.

#### Distribution des plaques d'immatriculation

**M. Grenier:** M. le Président...

**Le Président:** Une toute dernière question, M. le député de Mégantic-Compton.



**M. Grenier:** ... oui. Je remercie le ministre de l'Agriculture de sa réponse. Tout à l'heure, j'avais commencé à poser une question au ministre des Transports. Je regrette de ne pas l'avoir prévenu, mais je pense bien qu'il est informé du sujet, il est relativement facile. Le journal La Tribune publiait, en date du 18 mars dernier, que M. Alfred Rouleau, le président des caisses populaires, avait conclu une entente de principe entre son organisme et le gouvernement du Québec afin que les caisses populaires aient la distribution des prochaines plaques d'immatriculation. J'aimerais savoir du ministre si, d'abord, cette déclaration du journal est exacte et s'il y a eu d'autres pourparlers avec le président des caisses populaires, M. Desjardins. Il s'agit, en fait, des bureaux à commission. Pourrait-il donner les informations qu'il juge nécessaire de donner à cette Chambre?

**Le Président:** Très brièvement, M. le ministre du Transport.

**M. Lessard:** Il est exact que nous sommes actuellement en négociation avec les caisses populaires pour leur donner l'émission des plaques d'immatriculation. Jusqu'ici, les caisses populaires ont été très intéressées. Tout cela, en fait, est dans le but de donner un meilleur service à la population et d'éviter le favoritisme qui caractérisait ce secteur dans le passé.

**Le Président:** Fin de la période de questions orales.

**M. Mackasey:** J'aurais à poser une question supplémentaire au ministre des Transports, s'il vous plaît.

**Le Président:** Non, j'ai déclaré que c'était la fin de la période de questions. Cela fait 42 minutes, exactement.

**M. Bellemare:** En vertu de l'article 34, M. le Président.

**Le Président:** En vertu de l'article 34.

**M. Burns:** Selon l'article 34.

**Le Président:** Selon l'article 34, à vous.

**M. Burns:** D'accord.

**M. Bellemare:** Il y a une coutume parlementaire qui veut que tous les mercredis le leader parlementaire donne réponse aux questions incluses dans le feuilleton. Je ne sais pas si le leader parlementaire a des réponses à nous donner aujourd'hui.

**M. Burns:** Oui.

**M. Bellemare:** Je serais bien désireux de les recevoir.

**M. Burns:** Comme d'habitude, on est un gou-

vernement efficace et on va vous donner des réponses. Même s'il y a des gens qui essaient de vous laisser croire le contraire, je sais que vous, vous ne les croyez pas.

**M. Bellemare:** Attendez mon discours, vous direz cela après.

**M. Burns:** Je vais l'écouter religieusement. Effectivement, il y a des réponses à des questions.

**M. Mackasey:** Question de règlement.

**M. Burns:** Je m'excuse, oui.

**M. Mackasey:** Je m'excuse, je sais qu'il est déjà très tard, mais je sais que le leader du gouvernement, comme avocat, peut assister le ministre du Transport. Je voulais tout simplement demander au ministre du Transport s'il avait communiqué avec la MEA, le port de Montréal, et pas seulement avec la compagnie Cast?

**M. Goulet:** M. le Président, j'invoque le règlement.

**M. Mackasey:** Si...

**M. Goulet:** J'avais moi-même, tantôt, une question supplémentaire à poser au ministre des Transports et vous me l'avez refusée. Si vous voulez me l'accorder, je serais prêt à la poser, mais je ne comprends pas que vous l'accordiez à quelqu'un d'autre avant moi. Je l'avais demandé au préalable.

**Le Président:** M. le député de Bellechasse, vous n'avez pas à vous inquiéter; je ne l'ai pas accordée. J'ai déclaré la fin de la période des questions et votre question, M. le député de Notre-Dame-de-Grâce, en toute déférence, aurait dû être posée durant la période des questions orales. Je comprends que cela n'a pas été possible, puisque le temps est expiré, mais je retiens le nom du député de Notre-Dame-de-Grâce pour demain. C'est la fin de la période des questions orales et M. le leader du gouvernement doit répondre à une question en vertu de l'article 34.

#### Questions inscrites au feuilleton

**M. Burns:** Oui, M. le Président, non seulement en vertu de l'article 34, mais, comme je le mentionnais tout à l'heure, nous avons des réponses à un certain nombre de questions. Dans l'ordre, M. le Président, l'article 4), question de M. Grenier, réponse de M. Charron.

**M. Charron:** Lu et répondu. (voir annexe)

**M. Bellemare:** Est-ce que selon la tradition les réponses sont en double?

**M. Charron:** Il y a une dizaine de copies.

**M. Burns:** Vous en aurez immédiatement.

**M. Bellemare:** Merci.

**M. Burns:** Alors, M. le Président, la première, c'était la question no 4 à laquelle M. Charron a répondu, une question posée par M. Grenier. Article 10), question de M. Shaw, réponse de M. Lazure.

**M. Lazure:** Lu et répondu, M. le Président. (voir annexe)

**M. Burns:** Article 11), question de M. Shaw, réponse de M. Lazure.

**M. Lazure:** Lu et répondu, M. le Président. (voir annexe)

**M. Burns:** A l'article 16), question de M. Mailoux, réponse de M. Lessard.

**M. Lessard:** Lu et répondu, M. le Président. (voir annexe)

**M. Burns:** Finalement, M. le Président, une motion de M. Caron à l'article 33), réponse du premier ministre, M. Lévesque (Taillon).

**M. Lévesque (Taillon):** Oui, en réponse à la motion, le document qui paraît le plus pertinent est déposé.

**M. Burns:** C'est tout, M. le Président, pour le moment. On peut passer à l'article 40), si vous le voulez bien.

#### **Reprise du débat sur le message inaugural**

**Le Vice-Président:** Affaires du jour.  
Reprise du débat sur le message inaugural.  
M. le député de Verchères.

**M. Jean-Pierre Charbonneau**

**M. Charbonneau:** M. le Président, mesdames et messieurs les députés, il y avait longtemps que les Québécoises et les Québécois du comté de Verchères ne s'étaient pas sentis impliqués et profondément concernés par le message du leader de leur nation. Le 8 mars dernier, je puis vous dire que c'est avec une joie profonde et une fierté justifiée que la majorité d'entre eux a accueilli le projet collectif de reconstruction nationale que leur a proposé et que nous a proposé le premier ministre.

Si l'on y regarde de près, la plupart des orientations définies par le gouvernement pour l'ensemble de notre peuple concernant les citoyens de Verchères, un comté qui, je vous le signale...

#### **Travaux parlementaires**

**M. Burns:** Je m'excuse très sincèrement auprès du député. Un oubli que j'ai fait et j'espère qu'on me le pardonnera, c'est de faire la motion pour que siège la commission des transports qui

doit se réunir immédiatement. Alors, je demande le consentement de la Chambre pour que siège cette commission qui s'occupe, je l'avais oublié, Mme le Président, de discuter du problème de la colline parlementaire. Alors, j'en fais motion immédiatement et, encore une fois, mes excuses auprès du député de Verchères.

**M. Levesque (Bonaventure):** Adopté.

**Mme le Vice-Président:** Adopté.

**M. Burns:** Merci.

#### **Reprise du débat sur le message inaugural (suite)**

**M. Jean-Pierre Charbonneau**

**M. Charbonneau:** J'accepte avec bon gré les excuses du leader du gouvernement. Si vous me le permettez, je vais reprendre le paragraphe pour qu'on puisse avoir une suite logique.

Si on y regarde de près, la plupart des orientations définies par le gouvernement pour l'ensemble de notre peuple concernent les citoyens de Verchères, un comté qui, je vous le signale car il a fait peu parler de lui auparavant, est à l'image du Québec d'aujourd'hui, un pays majoritairement urbain, mais fortement enraciné encore à la terre et à ce qu'elle a de noble et de sain. Je ne voudrais pas ici reprendre un par un, tous les thèmes développés par le chef de l'Etat. Néanmoins, au nom des hommes, des femmes et des enfants que je représente, je crois important de signaler à cette Assemblée quelques-uns des défis qui nous tiennent le plus à coeur dans Verchères.

En premier lieu, je voudrais vous dire que rarement chez nous un projet nous est-il apparu aussi capital que celui du consensus socio-économique, de cette paix sociale, de cette tranquillité productive qu'espère amorcer et réaliser notre gouvernement. Personne n'est dupe, toutefois, ni dans cette Assemblée, ni à l'extérieur. Le consensus qu'on voudrait voir se réaliser, comme l'a bien indiqué le premier ministre, ne se fera pas par enchantement. Néanmoins, il est extraordinaire de constater combien de gens le souhaitent avec tant d'ardeur et tant d'espoir.

Les Québécois en ont soupé de ces déchirements sauvages dans le monde du travail, de ces luttes fratricides entre employeurs et travailleurs, de cette intolérance irresponsable de certains, de l'exploitation et de l'avidité de beaucoup d'autres. Nous sommes en pleine crise, et cette crise, tous les gens sensés de ce pays le savent, n'est pas apparue soudainement un certain soir de novembre. C'est au contraire parce qu'elle pourrissait depuis des années sans que jamais on ait décidé vraiment de s'y attaquer avec toute la vigueur, la franchise et la détermination qu'il fallait, qu'un nombre considérable de Québécois ont fait leur choix et que depuis une majorité des autres s'en réjouissent.

Maintenant, tout le monde le sait, il nous faut réussir. Mais tout le monde sait aussi que certains

n'y tiennent absolument pas. Ceux-là, comme le leader de l'Opposition officielle et plusieurs de ses collègues, ont beau crier tout haut leur volonté de servir l'intérêt supérieur du Québec, la nécessité d'établir un climat de confiance et d'harmonie, en fait, tout ce à quoi ils pensent, tout ce à quoi ils travaillent — du moins c'est l'impression très nette qu'ils nous donnent — c'est d'abattre au plus vite et le plus solidement possible le gouvernement, qui pour eux n'est qu'une "gang" de séparatistes socialistes qui visent à briser notre beau, grand et bon Canada.

Dans le fond, ce qui préoccupe la majorité des membres de l'Opposition officielle et leurs alliés, à Ottawa et ailleurs, on peut se demander si c'est bien l'amélioration du bien-être social et économique de notre peuple. Est-ce que c'est bien la paix sociale tant désirée et tant désirable que l'on recherche? Ce qui préoccupe surtout et exclusivement ces gens, est-ce que ce ne serait pas plutôt et surtout la fin prochaine du gouvernement des Québécois et de l'espoir qu'il véhicule?

Depuis le 15 novembre, on remarque, en effet, qu'à l'instar du député de Jean-Talon, qui n'a cessé de débiter ses vieux clichés morbides de peureux ancestral, une petite minorité de parlementaires et de suppôts à la solde de bas intérêts coloniaux ont consacré toute leur énergie à rendre irréalisable ce que tous désirent, quelle que soit l'étape où en est rendue leur réflexion sur notre avenir collectif.

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas ici de nier le bien-fondé de l'Opposition. Celle-ci a un rôle à jouer et il est fondamental dans une société démocratique comme la nôtre. Notre parti a joué ce rôle et rempli cette noble tâche suffisamment longtemps pour savoir aujourd'hui combien il importe qu'il y ait des contrepoids dynamiques au pouvoir.

Toutefois, à mon sens, il y a une marge énorme entre cette noble mission démocratique et une volonté à peine dissimulée de vouloir abattre, coûte que coûte, quels que soient les moyens, le gouvernement actuel. Au nom de ce système fédéral qui nous a maintenus constamment dans un état d'infériorité et de dépendance chronique et malade, qui a accentué le racisme à notre égard — et on n'a qu'à penser à l'affaire des gens de l'air qui est encore là pour l'illustrer dramatiquement — au nom de ce système fédéral qui a fait de nous des locataires dans notre propre pays, on se croit maintenant tout permis, entre autres, bien entendu, le mensonge et j'oserais presque dire le sabotage.

Avant le 15 novembre, dans leur volonté féroce de vouloir garder le pouvoir, les libéraux s'étaient cru tout permis. On se rappellera sans doute et vous vous rappellerez sans doute vos vieux clichés: camps de concentration, sang dans les rues — n'est-ce pas M. le député de Saint-Louis — communisme partout, dictature, chaos social, désastre économique, fin du monde. Tout y est passé.

Heureusement, la duperie n'a pas réussi et, fort curieusement, aucun de tous les malheurs prédits n'est arrivé. Le 16 novembre au matin,

comme un signe des temps, et vous vous le rappellerez, il faisait beau et le soleil brillait. La vie continuait et elle continue encore et elle va continuer encore, quoi que vous en disiez.

Cependant, comme les enjeux se sont précisés — cela est important — on croit, chez certains de nos adversaires, plus indispensable que jamais de reprendre le collier de la peur, du mensonge et de l'intimidation. La raison de vivre de plusieurs de nos collègues d'en face et d'ailleurs est devenue plus que jamais le culte de l'imaginaire, du fantastique et du monstrueux. Dans cette veine, la vérité ne les intéresse absolument pas, pas plus d'ailleurs qu'un rôle honnête d'opposition vigoureuse. En fait, tout ce qui importe, c'est d'effrayer, c'est de faire peur. Du moment qu'on fait peur aux gens, on a réussi. Dans cette dialectique, l'intérêt immédiat du peuple compte bien peu, car s'il fallait qu'il compte et s'il fallait, ô horreur, que ce gouvernement réussisse, on sait très bien que la confiance et la détermination s'empareraient encore davantage des Québécois et que plus que jamais ceux-ci sauraient que tout dans ce bas monde n'est d'abord et avant tout qu'une question de volonté.

On pourrait prendre l'exemple des Allemands et des Japonais qui l'ont compris après la dernière guerre mondiale. Eux qui, devant une situation atrocement décourageante, ont vu que le seul choix logique, tant pour des hommes que pour des nations, c'est d'aller en avant avec la volonté féroce de vouloir réussir. Si l'on fait aujourd'hui le bilan du travail de reconstruction nationale de ces deux pays, on doit admettre que leur volonté de réussir a triomphé. Et je ne vois pas pourquoi la volonté du peuple québécois ne serait pas aussi grande que celle des autres peuples.

On parle beaucoup, tant dans cette Assemblée qu'à l'extérieur, d'un certain climat d'incertitude que l'on veut surtout localiser dans le milieu chaotique et sensible des affaires et de la finance. On aurait certes tort de nier certains faits, quoique ceux-ci se révèlent à chaque jour moins dramatiques que certains ne le voudraient. Cependant, il serait peut-être temps pour plusieurs industriels, plusieurs commerçants et investisseurs, de se demander si, au fond, ils ne sont pas les premières victimes d'une sinistre opération de manipulation, d'une aberrante campagne de Bonhomme Sept Heures.

Il est bon ici de rappeler que c'est toujours le danger anticipé, même s'il n'existe pas en réalité, qui provoque la peur, l'incertitude puis l'inaction. Si tous ceux qui, actuellement, ont choisi le "wait and see" analysaient froidement la situation, comme ils le font d'ailleurs en bien d'autres circonstances, ils constateraient que c'est d'abord et avant tout leur propre peur, issue de leur imagination, et non l'action du gouvernement et ses projets fort rassurants, surtout lorsqu'on se donne la peine d'y regarder de près, qui crée les conditions qu'ils dénoncent, qui leur nuit autant qu'à nous et qui alimente la chasse aux sorcières.

Franklin D. Roosevelt disait un jour: "Nous n'avons rien d'autre à craindre au fond que la peur elle-même." Je pense que jamais une phrase de ce

genre n'a été autant d'actualité ici au Québec et au Canada. On peut facilement comprendre le pari de nombreux fédéralistes qui, curieusement, par une drôle de logique, est aussi le pari d'une certaine gogo gauche marxisante, obnubilée par l'apocalypse de la révolution prolétarienne, plus préoccupée, je me le demande, à détruire qu'à construire. Selon ces gens, si le gouvernement actuel du Québec échoue, et il faut qu'il échoue selon eux, selon plusieurs d'entre vous en face, cela en sera fait du Parti québécois et surtout cela en sera fait de son option, option d'ailleurs qu'on ne comprend même pas, mais qu'on déforme à volonté. Pour ces gens, une fois qu'on aura fait la preuve que le gouvernement du Parti québécois est inapte à gouverner, incapable de relancer le Québec en avant, dangereux pour la prospérité et le bien-être des Québécois, on aura réglé une fois pour toutes le sort du mouvement indépendantiste et de ceux qui l'appuient et le dirigent.

Pour le premier ministre fédéral, pour ses troupes senior et junior, c'est certes un pari et un projet fort compréhensible. Tout cela est en effet dans la ligne directe d'une guerre sainte pour sauver le fédéralisme, la plus haute marque, dit-on, de civilisation. Mais c'est aussi, et on doit le dire très clairement, un projet irresponsable et peut-être bien, à certains égards, hautement criminel. Irresponsable parce que cela suppose que l'échec de notre gouvernement mettrait un point final à la thèse souverainiste. Or, s'il y a quelque chose de foncièrement impensable, c'est bien ce pari.

Madame et messieurs d'en face, le temps des illusions est terminé. Il va falloir que vous vous mettiez clairement une chose dans la tête une fois pour toutes.

Pour un peuple, la volonté d'acquiescer sa souveraineté nationale est tellement naturelle, tellement légitime et tellement fondamentale qu'il y aura toujours, tant que notre peuple existera, des femmes et des hommes qui rêveront, vivront et se battront pour cette cause. La volonté d'indépendance — il est peut-être bon de le rappeler ici — est née sur un champ de bataille, lors d'une agression et d'une conquête. Depuis, elle n'a cessé de s'amplifier et de s'articuler. Cette volonté, faut-il encore le dire, survivra jusqu'à la victoire finale, une victoire qui ne sera ni une vengeance, ni un règlement de compte, mais qui sera à la fois sereine et démocratique. Une victoire non contre un adversaire, mais pour nous, pour nos enfants, pour la survie de notre identité et pour notre dignité.

Lorsqu'on regarde le passé de l'Union Nationale et la démarche québécoise de plusieurs de ses grands noms, on peut se demander s'il ne serait pas temps maintenant, pour le député de Lotbinière et de ses collègues, de comprendre cela et d'envisager l'avenir avec cette réalité qui, de toute façon, ne cessera de s'amplifier. D'autant plus que ce que nous proposerons aux Québécois et aux Canadiens saura satisfaire amplement leurs aspirations légitimes mutuelles — et cela, je le crois sincèrement — et cela même si le premier ministre fédéral actuel tente, dès le départ, de fermer la

porte, comme s'il n'y avait que lui qui allait choisir comment deux peuples veulent vivre ensemble.

J'ai déjà dit à certains collègues d'en face qu'il serait dommage — dans ce sens, je crois que leur responsabilité historique est considérable — qu'un jour, dans 40 ans, dans 30 ans et même peut-être bien avant, nos enfants regardent avec désolation le Québec qu'on leur aura laissé, en disant: Si nos pères avaient eu juste un peu plus de courage, un peu plus de fierté, de volonté, de cette volonté qui est le propre des grands hommes dans l'histoire, aujourd'hui, nous serions un peuple normal, un peuple fier, prospère et vigoureux, un peuple avec lequel les voisins auraient eu plaisir et intérêt à s'associer.

Ici, j'aimerais ouvrir une brève parenthèse pour dire qu'il n'est peut-être pas interdit, à ce moment-ci de l'histoire du Québec, d'espérer que plusieurs de nos collègues d'en face, le moment venu, auront la force de caractère, le sens de l'histoire qui les fera agir d'une façon non partisane dans l'intérêt supérieur du peuple québécois, un peuple capable, avec amitié et maturité, de se prendre en charge et de se placer — et cela, je pense que c'est très important — dans le peloton de tête des nations qui ouvrent la voie dans l'ère nouvelle vers laquelle nous nous dirigeons.

J'ai affirmé, par ailleurs, que le pari actuel de nombreux promoteurs du fédéralisme, qui n'oeuvrent qu'à la chute rapide du gouvernement légitime du Québec, est peut-être aussi, à bien des égards, une entreprise criminelle, et je m'explique. En voulant abattre malicieusement, dès maintenant, le gouvernement, en faisant tout, finalement, pour empêcher le gouvernement de mener à bien ses projets administratifs les plus vitaux, certaines personnes mettent de côté une des dimensions les plus fondamentales de la démocratie.

Le gouvernement actuel est le gouvernement de tout le monde, des souverainistes, des fédéralistes, des pas branchés et des autres. D'ailleurs, jamais dans notre histoire un gouvernement a-t-il été aussi légitime, car, pour la première fois, il n'a pas été élu par des artifices, des menaces et des fonds occultes inavouables. En voulant empêcher le gouvernement légitime du Québec de réussir à créer la paix sociale désirée et tellement nécessaire, on agresse directement l'ensemble des citoyens, y compris les fédéralistes, et on les privera, si cela réussit, d'un droit essentiel, d'une réalisation capitale pour leur survie individuelle et collective.

Il y en a certains qui parlent de crime contre l'humanité parce que des citoyens dans un pays visent à aller de l'avant, en fonction de leurs plus profondes aspirations. Ceux-là oublient de parler qu'il y a aussi des crimes contre la nation, contre l'Etat, lorsqu'on vise à provoquer le chaos et l'incertitude pour mieux, par la suite, pouvoir les invoquer et les brandir en épouvantail. On n'a qu'à se rappeler, à cet égard, la crise d'octobre 1970 et l'utilisation fort malhonnête qu'en ont faite certains promoteurs du fédéralisme qui, aujourd'hui, se présentent effrontément comme les défenseurs des libertés individuelles.

Je peux vous dire, mesdames et messieurs de cette Assemblée, que tous les citoyens du comté de Verchères, qu'ils soient souverainistes ou pas encore — à ce propos, il y a 10% d'anglophones dans Verchères — veulent que ce gouvernement réussisse.

Ils veulent que la paix sociale s'installe enfin chez nous; ils veulent que les patrons et les travailleurs s'assoient à une même table et s'entendent sur un minimum vital afin de régler la crise actuelle. Depuis le 15 novembre, j'ai rencontré beaucoup de citoyens de Verchères. Des gars de la SIDBEC-DOSCO, à Contrecoeur, ont souffert d'un lock-out de six mois. Malgré cela, ils sont prêts au dialogue à la condition, toutefois, qu'en face il y ait de la bonne foi. Les hommes d'affaires de Verennes, de Contrecoeur et d'ailleurs sont prêts aussi au dialogue et à la même condition. C'est une question de bonne foi. On veut se parler partout et on veut s'entendre. Jamais n'a-t-on autant désiré cela au Québec. Jamais, et on doit le dire, quand je pense que c'est là un élément essentiel sinon peut-être le plus essentiel, un gouvernement n'a-t-il été autant de bonne foi envers toutes les parties.

La réussite du sommet socio-économique ne sera pas toutefois celle du gouvernement. Elle sera surtout et avant tout celle des patrons, des syndiqués, des Québécois qui auront décidé, en toute connaissance de cause, que l'intérêt supérieur et collectif mérite que l'on se serre les coudes même si, en ce faisant, par l'énorme confiance et vigueur que cela suscitera inévitablement, on rapprochera notre peuple de ses aspirations autonomistes les plus légitimes et les plus profondes.

Mme le Président, je crois sincèrement que c'est ainsi que se pose maintenant la question du bon gouvernement que les gens de l'Opposition réclament à grands cris, par les temps qui courent, en nous demandant de nous en tenir à cela. Le choix, à mon sens, est très clair: ou on collabore avec le gouvernement du Parti québécois dans son projet vital de reconstruction nationale par le moyen, entre autres, d'un consensus socio-économique, en sachant fort bien qu'un climat de détente incitera les Québécois à considérer sérieusement l'option de la souveraineté nationale, ou on choisit de sauver le fédéralisme coûte que coûte, quel qu'en soit le prix, en sachant fort bien, là aussi, que pour cela, il faudrait empêcher le gouvernement du Québec de résoudre vraiment la crise sociale et économique actuelle. Le choix est clair. Maintenant la réponse vous appartient.

Je pourrais continuer longtemps à vous parler de l'importance que représente pour les gens de mon comté une paix sociale, réelle et durable et du dégoût de plus en plus profond qu'on manifeste par chez nous à l'endroit des prophètes de malheur et des saboteurs professionnels. Je pense avoir été suffisamment clair pour maintenant me permettre d'aborder un autre projet qu'on a à cœur dans Verchères.

Pour ceux qui l'ignoraient, notre comté est assis sur les bords du Saint-Laurent et du Richelieu, dans la plus belle et meilleure région agricole du Québec. Nous avons les meilleures terres. Plus

de 50% des meilleures terres du Québec sont dans notre région. Nous avons le meilleur climat. Nous sommes à deux pas du plus grand marché de consommation de notre pays. Pourtant, depuis une quinzaine d'années, et de plus en plus rapidement l'urbanisation nous a envahis.

Aujourd'hui, plus du quart de notre sol est accaparé par les municipalités et les services qui accompagnent l'urbanisation. En soi, cela est compréhensible parce que c'est toujours vers les zones agricoles que s'étendent les zones urbaines. Cependant, et c'est cela qui est inacceptable, cette urbanisation s'est toujours faite jusqu'à maintenant d'une façon anarchique sans aucune planification, sans aucune vue d'ensemble, sans aucun objectif humain. Tout cela au seul gré des spéculateurs, des constructeurs, des compagnies et des gouvernements qui les ont laissés agir.

Le comté de Verchères est atteint de ce qu'on pourrait appeler la fièvre spéculative. Cette maladie a des conséquences graves chez nous et dans toute la région. En premier lieu, nos ressources sont menacées et contaminées. L'eau du Richelieu est infecte, puante et dégoûtante, comme celle du Saint-Laurent, d'ailleurs. L'air, dans certains secteurs de McMasterville, de Contrecoeur ou de Verennes est irrespirable. On a laissé des entreprises privées et même des entreprises d'Etat s'installer sans logique, sans normes, sans garantie et surtout sans cohérence. Les bois de Verchères, véritable paradis pour le sirop d'érable et les loisirs de plein air, ont été partiellement sacrifiés aux routes et aux spéculateurs, tandis que le mont Saint-Hilaire est grugé chaque jour un peu plus par des carrières de pierre.

Quant au sol, Mme le Président, c'est catastrophique. Outre le fait que la construction domiciliaire, à bien des endroits, s'est faite anarchiquement, les spéculateurs détiennent encore en otage un nombre considérable de bonnes terres. En fait, 17% de notre territoire est municipalisé, mais seulement le quart de cet espace est occupé ou bâti. Le reste sert de réserve pour les spéculateurs et, dans bien des cas, le sol est inoccupé, en friche et en pleine détérioration. On pourrait ajouter à cela le cas de Saint-Amable où des entrepreneurs privés et même des services gouvernementaux — je le rappellerais ici au ministre des Transports, s'il était présent — enlèvent et vendent la terre de surface d'une façon telle que, d'ici dix ans, il ne sera plus question à Saint-Amable d'agriculture. Ce sont là les plus belles terres à asperges et à patates de tout le Québec et même, dit-on de tout le continent.

Il y a d'autres conséquences graves de la perte de nos sols agricoles, de la spéculation et du développement anarchique. D'abord, l'augmentation exagérée du prix des terres qui réduit d'autant la rentabilité agricole et qui limite dangereusement la consolidation ou notre relève agricole. Parce qu'on n'a rien prévu pour eux, parce que l'agriculture s'en va chez le diable, bien de nos agriculteurs âgés se sont transformés en spéculateurs ou vendent leur terre, souvent à des étrangers qui n'ont aucun intérêt dans l'agriculture québécoise. Dans ces conditions, comment voulez-vous que

des jeunes de Calixa-Lavallée, de Saint-Marc, de Saint-Antoine, de Saint-Mathieu-de-Beloeil, de Sainte-Madeleine, de Saint-Denis, de Saint-Charles, de La Présentation et d'ailleurs soient portés à faire confiance à l'agriculture?

On doit aussi signaler, Mme le Président, le coût exagéré et astronomique de nos services publics, comme l'aqueduc qu'on a laissé souvent s'étendre dans des champs pour fins spéculatives. Depuis le lendemain des élections, il n'y a pas une journée où on ne m'a pas parlé d'aqueduc. A juste titre d'ailleurs, dans bien des cas, puisque dans certains secteurs, la situation est tellement inacceptable que, si rien n'est fait rapidement, on va certainement devoir faire face, dans les prochains mois d'été, à des situations alarmantes et dramatiques. Tout cela pour vous dire que dans le comté de Verchères on a accueilli avec enthousiasme la venue prochaine d'une loi sur le zonage agricole et l'élaboration d'une politique globale de l'aménagement du territoire, dont on a parlé parfois dans le passé, mais qui n'est jamais venue. Tout cela accompagné d'un plan d'action beaucoup plus vigoureux de protection de l'environnement.

Je crois de mon devoir de vous dire que par chez nous, ces lois sont capitales. Elles nous permettront, avec les outils indispensables que seront également les lois concernant toute la question des paliers administratifs, locaux et régionaux, de modeler et d'aménager notre patrimoine naturel, économique et social pendant qu'il en est encore temps.

Cela étant dit, je voudrais terminer en soulignant à cette Assemblée l'importance qu'a représenté, pour plusieurs citoyens du comté de Verchères, un autre engagement de notre gouvernement. Il y a, en effet, dans mon comté beaucoup de Québécoises et de Québécois qui ont atteint respectablement et durement l'âge de la retraite. Pour ces gens que j'aime beaucoup et qui, à chaque fois, m'ont accueilli avec beaucoup de simplicité et d'amour, il est urgent que l'accessibilité aux médicaments devienne un fait acquis. Il est également primordial, à mon sens, que l'on considère comme prioritaire l'accroissement des soins à domicile pour personnes du troisième âge et que l'on fasse tous les efforts possibles pour résoudre la crise de l'hébergement et de l'accueil dans notre région.

Il est aberrant de savoir que dans notre milieu, comme dans l'ensemble du Québec, l'établissement des centres d'accueil pour personnes âgées s'est toujours fait, jusqu'à maintenant, non en fonction des vrais besoins des gens, mais plutôt en fonction des préoccupations électorales. C'est ainsi que l'ancien gouvernement a élaboré pour notre région sa programmation pour l'établissement de centres d'accueil pour les prochaines années, jusqu'en 1981, sans qu'aucune consultation populaire n'ait été faite et sans même que les organismes régionaux de santé et de services sociaux n'aient eu l'occasion de faire valoir leurs points de vue.

Dans Verchères et ailleurs, on a pensé que les gens âgés n'avaient pas besoin d'être consultés.

Le député versait paternellement et photographiquement sa petite subvention-cadeau aux clubs de l'âge d'or et on n'avait pas besoin d'aller plus loin. Les gens avaient l'impression qu'on s'occupait d'eux et cela suffisait. Mais les temps ont changé et cela ne suffit plus. Les doyens de mon comté et, j'en suis convaincu, de l'ensemble du Québec ne veulent plus être considérés comme des citoyens de troisième zone qui n'ont pas voix au chapitre, sauf pour dire parfois merci pour de généreux cadeaux de quelques centaines de dollars qu'on daigne bien leur donner. A mon sens, les Québécois et les Québécoises du troisième âge, autant que les autres citoyens dans notre société, peuvent et doivent participer à l'élaboration des projets qui façonnent leur mieux-être collectif et individuel.

Je puis vous dire que dans Verchères un grand nombre de gens âgés ont entrepris, avec énergie et espoir, de prendre leurs affaires en main. Ces gens peuvent compter sur mon soutien le plus sincère et, j'en suis convaincu, sur celui du gouvernement tout entier. J'ajouterai, toutefois, qu'ils doivent, comme nous tous, tenir compte de nos disponibilités financières. Après des folies de luxe comme les Olympiques, il nous faut payer la note et se serrer la ceinture. Cependant, ils sont en droit d'exiger que dorénavant ce soient les vrais besoins des gens, et non les besoins électoraux, qui justifient l'élaboration des politiques gouvernementales.

Je vous remercie.

**Mme le Vice-Président:** Mme le député de L'Acadie.

**Mme Thérèse Lavoie-Roux**

**Mme Lavoie-Roux:** Mme le Président, à l'occasion de mon premier discours à l'Assemblée nationale, ma première pensée va aux citoyens de mon comté qui m'ont demandé de les représenter à l'Assemblée nationale. Je veux leur réitérer en cette Chambre ce que je leur disais avant le 15 novembre, mon désir de travailler ici pour eux et avec eux dans la conviction que chacun des citoyens de mon comté et du Québec tout entier est une personne également précieuse parce qu'elle contribue au réseau des interrelations dans une société libre et créatrice.

Il est d'usage pour un député, à l'occasion de sa réponse au discours inaugural, de dresser une liste des préoccupations de ses électeurs. Je m'en tiendrai seulement à une de ces préoccupations. Je mentionnerai un projet d'habitations à prix modique pour personnes âgées qui est attendu depuis longtemps et pour lequel les citoyens de mon comté n'ont pas ménagé leurs efforts et leurs démarches. Au moment où ils sont sur le point d'atteindre leur but, on annonce le gel de l'habitation sociale. Dans un comté où la proportion des personnes âgées est très élevée, ces logis sont devenus une nécessité sociale dont la réalisation ne doit pas souffrir de retard injustifié. Nous soumettons au ministre des Affaires municipales qu'au

lieu de décréter un gel général des nouveaux projets il devrait évaluer la possibilité, pour les différentes municipalités, de continuer la mise en chantier de projets nouveaux en tenant compte des ressources techniques à la disposition de chacune de ces municipalités.

Il ne faut pas oublier que ce type de logis, qui coûtait environ \$12 000 en 1974, coûte aujourd'hui près de \$22 000. Tout retard ne peut qu'augmenter les coûts et aggraver les problèmes auxquels doivent faire face les personnes âgées. Dans ce domaine, les besoins croissent sans cesse compte tenu, évidemment, de l'évolution démographique de notre population. Je veux simplement assurer mes commettants que je suis également préoccupée des autres problèmes qu'ils m'ont soumis, que ce soit pour l'établissement d'un CLSC un problème de transport ou autres, mais pour aujourd'hui je limite mes commentaires à ce premier problème qui me paraît le plus urgent et celui qui, si on voulait examiner la situation de plus près, pourrait trouver une réponse rapide.

Dans ces remarques préliminaires, il me paraît important, en tant que nouveau député en cette Chambre, d'évoquer ce que je considère, d'une part, les droits de ses membres et, d'autre part, les prérogatives de l'Assemblée nationale. C'est après mûre réflexion, croyez-moi, que j'ai décidé de toucher à ce sujet, réalisant déjà fort bien tous les écueils que peut présenter le fonctionnement démocratique d'une Assemblée délibérante telle que celle-ci et la responsabilité très exigeante qui échoit à son président.

Le premier ministre a clairement indiqué à la formation de son Conseil des ministres que son gouvernement attacherait la plus haute importance au maintien de l'autorité et du prestige de l'Assemblée nationale. C'est là un objectif avec lequel je suis pleinement d'accord. En effet, rien ne m'apparaît plus important, en regard des enjeux qui sont ceux de la société québécoise tout entière, que les élus du peuple puissent assumer en toute liberté leurs responsabilités.

Dans cette perspective, Mme le Président, je crois qu'il n'y a pas de principe plus sacré que celui sous-tend et fonde la fonction même de la présidence de notre Assemblée, à savoir la sauvegarde des droits et privilèges de tous et chacun de ses membres. Tout en vous réitérant ma confiance, je tiens cependant à vous dire que c'est avec surprise qu'au début des travaux de la présente session j'ai vu la présidence de cette Assemblée rendre une décision, sans même avoir accordé à un député de cette Chambre la chance de s'exprimer sur la nature de la question de privilège qu'il voulait soulever.

Je ne veux pas dramatiser la situation, car, dans la semaine qui a suivi, j'ai bien réalisé que l'anxiété toute fraternelle du leader du gouvernement à l'endroit du président n'était pas étrangère aux soubresauts ressentis dans le déroulement des débats. L'atmosphère était, d'ailleurs, beaucoup plus sereine la semaine dernière et augure bien pour l'avenir. Ce sont peut-être déjà des propos qui ne sont plus exacts. Mon expérience pas-

sée des assemblées délibérantes et des droits et privilèges en tant que membre de cette Assemblée m'autorisaient, je crois, à relever l'incident auquel je me réfère et à témoigner de la sorte de toute l'importance que j'attache au rôle de notre Assemblée nationale.

Quant à mon deuxième point, j'ajoute simplement que je souhaite que la réforme de l'Assemblée nationale dont on parle soit d'abord et avant tout, comme cela l'a été dans le passé, l'oeuvre de l'Assemblée nationale, de son président et de chacun de ses membres et non pas l'oeuvre du gouvernement, c'est-à-dire l'affaire du pouvoir exécutif. C'est dans ce sens que je me suis réjouie, tout en étant partisane de la télédiffusion de nos débats une fois que toutes les modalités en auraient été soigneusement étudiées, que cette Assemblée ait pu résister à ce qui a semblé un diktat de l'Exécutif lorsqu'on a projeté, sans discussion préalable à l'Assemblée nationale, de retransmettre à la télévision la séance d'ouverture de cette session.

Il y a là un principe fondamental, celui de l'indépendance de l'Assemblée nationale, et je souhaite qu'on le respecte rigoureusement. Ceci dit, je tiens à vous assurer, Mme le Président, ainsi que vos deux collègues, de ma plus entière collaboration.

Je voudrais dire quelques mots du rôle de l'Opposition. Mme le Président, on a parlé à plusieurs reprises dans cette Chambre d'un nouveau style de gouvernement, d'un nouveau style d'Opposition. Pour moi, ce sont là des slogans. Une Opposition ne peut se donner un style. Elle ne peut être que la somme des ressources et des limites des personnes qui la composent. J'ose espérer que ces dernières sont assez différentes les unes des autres pour pouvoir, selon les besoins, assumer les rôles complémentaires qui assureront sa qualité, sa richesse et son originalité.

Dans la conjoncture politique actuelle où une lutte s'engage sur un principe fondamental, à savoir le démembrement ou non de ce pays, le rôle de l'Opposition revêt un caractère particulièrement important. En tant que membre de l'Opposition officielle, il est important d'exercer une critique sévère à l'égard de tous les gestes du gouvernement. Dans mon esprit, ceci n'exclut pas une collaboration très honnête à l'égard de toutes les mesures qui viseront au mieux-être de la population. C'est avec énergie, par contre, que je dénoncerai les gestes officiels ou souvent moins officiels de l'administration gouvernementale qui sacrifieront aux ambitions particulières de certains groupes de pression les intérêts de l'ensemble de la population.

Egalement, il faut refuser d'être naïf et de tomber dans le piège du soi-disant bon gouvernement dont tous les gestes quotidiens visent ultimement à la division de ce pays. A un moment aussi critique de l'histoire de notre pays, la population est en droit d'exiger que les membres de l'Opposition fassent preuve de lucidité, de clarté, de vigilance, d'efficacité et d'une saine agressivité.

C'est dans ce sens que j'entends agir à l'As-

semblée nationale. J'entends également respecter les députés de cette Chambre qui siègent de l'autre côté. J'accepte mal les propos du député qui m'a précédé, de Verchères, et tous les qualificatifs qu'il emploie à l'égard des membres de l'Opposition. Je pense que, si l'on veut ici assurer la population que nous allons travailler ensemble pour les servir, je ne peux croire que les propos qu'il a tenus et les qualificatifs qu'il a employés puissent être justifiés.

Je voudrais, pour terminer ce point, me permettre une boutade à l'endroit du député de Lotbinière. Voudrais-je, conformément à ses bons enseignements, jouer l'Opposition soumise et quelque peu moraliste qu'il affiche, je ne pourrais même pas espérer que le gouvernement puisse dépoussiérer une illustre statue pour me récompenser de mes bons offices.

M. le Président, j'arrive maintenant au contenu du discours inaugural. Au départ, je dois reconnaître que je retrouve dans ce discours des préoccupations qui, à maints égards, sont les miennes, comme elles sont certainement celles de l'ensemble des membres de cette Assemblée. Il ne viendrait à l'idée de quiconque de s'élever contre des mesures telles que la Loi de la protection de la jeunesse, la loi destinée à assurer les droits de la personne handicapée, la loi concernant les conditions minimales de travail, les mesures touchant la santé et la sécurité des travailleurs, et j'en passe.

Enfin, tout le monde est pour la vertu. Quant à moi, ce qui me préoccupe davantage, quand j'examine de plus près le contenu de ce discours, c'est la généralité des intentions exprimées, la contradiction entre les principes énoncés et les gestes posés par le gouvernement dans l'administration quotidienne depuis qu'il a accédé au pouvoir, le 15 novembre dernier.

Dans les quelques minutes qui me sont allouées, je limiterai forcément mes remarques à quelques-uns seulement des nombreux points touchés dans le discours inaugural. D'aucuns y verront uniquement des critiques sévères à l'égard du gouvernement. Toutefois, si la critique objective demeure la raison d'être première des membres des partis d'Opposition, je souhaiterais qu'on y voie aussi des mises en garde et des suggestions afin d'assurer à toute la population du Québec des politiques et des services dont les orientations seront vraiment dans le sens de ses aspirations tant au plan individuel que collectif. Le défi demeurant toujours de trouver le juste équilibre entre les deux.

Dans un premier temps, je voudrais attirer l'attention des députés de cette Chambre, Mme le Président, sur certaines contradictions. Le premier ministre énonce certains principes touchant l'obligation, pour chaque citoyen, de fournir une juste part de l'activité et de la richesse collective, de la nécessité de débarrasser l'administration publique de tout favoritisme politique, d'assurer avec générosité aux minorités actuelles le maintien de leur propre identité, etc. Personnellement, je souscris entièrement à ces principes, et loin de moi de mettre en doute les intentions généreuses du premier ministre lorsqu'il les met de l'avant.

Pourtant, comment expliquer que dans les solutions apportées aux conflits de travail, auxquels le présent gouvernement a dû faire face depuis novembre, on semble davantage servir les intérêts de certains groupes et débalancer cette juste part que chacun doit fournir. On augmente indûment les efforts des uns pour se rendre aux exigences des autres qui réclament des avantages toujours plus grands: les bénéfices consentis aux policiers de la CUM et maintenant réclamés par les autres corps de police, le coût de la paix payé par les contribuables pour régler la grève de l'Université du Québec à Montréal, les concessions non avouées et accordées à la CEQ lors de la discussion de l'organisation scolaire pour l'année 1977-78 — j'y reviendrai — l'enquête épidémiologique de la compagnie Fer et Titane à Tracy, dont le coût sera entièrement porté par les contribuables parce que le gouvernement aura cédé aux exigences du syndicat, etc., et le dossier de Jérôme-LeRoyer, à cet égard, est intéressant à suivre de près.

Tous ces exemples nous éloignent dangereusement d'un partage équitable des responsabilités et du travail qui assure la richesse collective. Quand le premier ministre parle d'abolir le favoritisme politique, je veux l'assurer de mon appui le plus entier. Toutefois, je ressens de l'inquiétude quand je vois la hâte avec laquelle on remplace, dans les divers conseils d'administration, commissions et régies, des membres compétents par d'autres, dont je ne veux pas mettre la compétence en doute, mais qui sont, de toute évidence, un certain nombre d'entre eux, des amis et supporteurs officiels du Parti québécois. À ces postes sont également souvent attachés des honoraires.

Je m'inquiète aussi des déplacements de plusieurs employés à l'intérieur de la fonction publique.

Enfin, le désir exprimé par le ministre d'assurer aux minorités actuelles qui ont conservé ou adopté l'anglais comme langue principale de maintenir leur propre identité n'est pas, à mon point de vue, généreux mais un effort d'être un peu réaliste. Nous nous imaginons mal quiconque s'aviserait du jour au lendemain d'enlever à un million de citoyens toutes leurs institutions. Lorsqu'il parle de minorités actuelles, par contre, et qu'on examine les hypothèses envisagées par le gouvernement dans l'établissement de sa politique linguistique, l'attitude généreuse dont parle le premier ministre le devient beaucoup moins si on songe aux répercussions à moyen et à long terme que la restriction inhérente aux qualificatifs actuels peut impliquer.

Le gouvernement le sait fort bien. La baisse du taux de natalité joue autant pour la communauté anglophone que francophone. L'objectif légitime du gouvernement doit être de maintenir un équilibre démographique entre les deux grandes communautés culturelles qui ne viennent pas menacer la survie du groupe majoritaire francophone du Québec, ce groupe qui a aussi comme vocation très privilégiée à mes yeux d'assurer la survie de la culture française en Amérique du Nord.

Ceci ne nécessite cependant pas la mise en place de mesures si draconiennes qu'à plus ou



moins long terme on étouffe la communauté anglophone. J'ai entendu des réflexions mesquines: "Ils n'auront qu'à pratiquer à leur tour la revanche des berceaux."

Mme le Président, on ne vit plus au 18e et au 19e siècle et le 20e tire déjà à sa fin. Il faudrait peut-être aussi demander l'avis du ministre de l'énergie là-dessus. J'ai même été fort étonnée de la réaction dans le même sens du premier ministre, qui, à une question d'un journaliste qui l'interrogeait sur l'atrophie à plus ou moins long terme de la communauté anglophone, a répondu: "That is up to the power of your loinf". Est-ce là refléter la confiance en soi et l'esprit de tolérance adulte d'une nation qui sait aujourd'hui qu'elle n'a pas besoin de former un ghetto pour s'affirmer et s'épanouir, dont parle le premier ministre dans son discours inaugural? N'est-ce pas plutôt là le reflet d'une indifférence ou même d'une intolérance à l'égard de ceux qu'on ne juge pas des Québécois selon des normes arbitraires que, consciemment ou inconsciemment, on tente d'établir?

A tout événement, cette charte sera déposée d'ici quelques jours et l'Opposition pourra réagir en pleine connaissance de cause à la position officielle du gouvernement sur cette question. J'ai simplement voulu signaler au gouvernement des écueils.

Dans un deuxième temps, je voudrais aborder un peu plus longuement les intentions du gouvernement dans les domaines de l'éducation, de la condition féminine et très brièvement de l'environnement.

L'éducation. L'éducation a eu droit à un long paragraphe d'une page. Pourtant, durant la dernière décennie, c'est probablement le domaine qui a subi le plus de débats, de remises en question passionnées. L'anxiété provoquée par les changements profonds de notre société durant les quinze dernières années s'est souvent manifestée vis-à-vis du système de l'éducation, qui, plus souvent qu'à son tour, a été le bouc émissaire de tous les maux. Si plusieurs de ces réactions ont été exagérées, d'autres sont justifiées. Et ce n'est pas étonnant qu'après dix ans de développement rapide la population exige, non sans raison, des modifications énergiques et véritables du système d'éducation.

Durant la dernière campagne électorale, tous les partis politiques avaient clairement indiqué à la population une volonté ferme de réévaluer, de corriger, de trouver des modèles nouveaux de gestion et d'organisation scolaire qui répondraient mieux aux besoins des élèves. Le Parti québécois était aussi très volubile sur le sujet. D'ailleurs, durant son stage dans l'Opposition, ses députés ont exploité le plus possible le mécontentement de la population à l'égard des problèmes scolaires.

Que nous offre le gouvernement après quatre mois de réflexion? On nous annonce que les ressources affectées à l'enseignement du français, de l'histoire, de la géographie et de l'enseignement religieux seront intensifiées. A première vue, personne ne peut trouver à redire là-dessus. Cepen-

dant, sauf en ce qui a trait à l'enseignement religieux, rien de véritablement nouveau. Des ressources considérables pour l'amélioration du français ont déjà été mises en disponibilité par le truchement du plan de développement des langues. Le perfectionnement des maîtres et la révision des programmes de français, dont le ministre de l'Éducation a fait mention dans une conférence ultérieure au Conseil supérieur de l'éducation, sont déjà amorcés. Il est certainement heureux, cependant, que l'on veuille les accélérer.

Quant à l'implantation de l'histoire nationale et de la géographie, dont le discours fait état, c'est déjà au programme. La difficulté de les introduire dans le secteur professionnel demeure toujours, compte tenu que la grille horaire est très chargée dans ce secteur.

Pourtant, dans plusieurs commissions scolaires, c'est dans ce secteur qu'on retrouve le plus grand nombre d'élèves.

Si le gouvernement envisageait uniquement d'ajouter de nouvelles ressources à celles déjà existantes, on aurait souhaité que l'enseignement de la langue seconde soit aussi une priorité, compte tenu du désir très clairement exprimé par une large majorité, non seulement de la population francophone sur ce sujet mais également par les immigrants non anglophones que l'on souhaite intégrer de plus en plus à l'école française. Même si, dans les jours qui ont suivi, il en fut question dans le discours du ministre de l'Éducation, on le voit s'entourer de précautions oratoires quant aux initiatives que son ministère entend prendre dans ce domaine. Il consultera psychologues, pédagogues, spécialistes de l'enseignement avant de décider du niveau scolaire où l'on doit commencer l'enseignement de la langue seconde. Je dois lui dire que ceci est un vieux débat qui n'a jamais mené à des résultats concrets. De toute façon, dans l'hypothèse où tous ces spécialistes ne parviennent pas à s'entendre, le ministre pourra peut-être se rappeler que, dans un sondage scientifique effectué en 1976 auprès des parents de la CECM, 87,6% des parents, sans doute des profanes, mais néanmoins des parents, estiment que l'apprentissage hâtif d'une langue seconde ne nuit pas à l'apprentissage de la langue maternelle.

Mais, enfin, pour nous, toutes ces mesures sont des ajouts à ce qui existe déjà, et nous ne croyons pas que ce sont là les véritables priorités en éducation. Depuis dix ans, on ajoute sans cesse, sans même s'assurer que ces additions au programme seront productives. On ajoute, sans s'interroger sur les raisons fondamentales qui font que les ressources considérables investies en éducation n'apportent pas de solution durable au problème de la motivation chez les enseignants et chez les élèves, au problème de l'accroissement de l'abandon scolaire, de la déshumanisation des écoles. Nous prétendons que la première priorité devrait aller à la définition des objectifs de l'enseignement élémentaire et secondaire, en déployant les efforts nécessaires pour définir, à ce dernier niveau en particulier, un meilleur équilibre entre la formation générale et la spécialisation. Les critè-

res de certification du secondaire doivent être repensés en fonction des objectifs qu'on se sera fixés pour ce niveau, et non selon les exigences du CEGEP. C'est là une condition essentielle pour donner une formation générale beaucoup plus humaine et approfondie et permettre une organisation de l'école où les relations maître-élèves seront plus régulières et plus stables et où des horaires mieux adaptés et plus souples permettront une réponse plus adéquate aux besoins des différents milieux.

En résumé, la définition des objectifs précis et propres au niveau secondaire permettrait de ne plus sacrifier la qualité des apprentissages à la quantité. Elle permettrait d'intégrer arts, sciences, humanités et techniques selon un équilibre qui contribuerait véritablement à un développement plus complet de l'élève.

Malgré toutes les bonnes intentions du ministre, que nous ne voulons pas mettre en doute, il doit déjà réaliser combien l'engorgement actuel de la grille horaire du secondaire lui rend difficile la mise en application de ces priorités. Sa marge de manoeuvre n'existe pour ainsi dire pas dans le régime actuel. Ainsi, d'une part, il veut améliorer l'enseignement du français, et déjà l'organisation scolaire prévue par le ministère pour l'année 1977-1978 vient enlever 75 minutes d'enseignement par semaine aux élèves du secondaire, soit l'équivalent de presque deux périodes. Je passe pour l'élémentaire, où le même phénomène s'est produit.

Dans nombre de commissions scolaires, ceci se traduira par une diminution du temps consacré à l'enseignement du français. Le ministre se voit dans une position contradictoire. D'une part, il annonce des mesures pour l'amélioration du français et, d'autre part, il donne des directives qui auront pour effet de diminuer le temps consacré à l'enseignement du français. Il se trouve dans une situation tout aussi difficile lorsqu'il veut rendre l'enseignement de l'histoire obligatoire dans le secteur professionnel. Nous voulons simplement indiquer au gouvernement que, s'il veut vraiment que dans les faits nous croyions qu'il est sincère lorsqu'il dit qu'il n'est guère d'urgence plus haute et plus pressante que l'éducation, il devra fixer ses objectifs dans ce domaine en fonction des véritables problèmes du système scolaire et des attentes de tous les parents. Ceci n'implique pas des investissements coûteux et de grands bouleversements mais bien davantage une volonté d'accorder aux élèves la priorité sur les intérêts particuliers que ne manqueront pas de faire valoir certains groupes à l'endroit d'une telle démarche.

Déjà, dans l'organisation scolaire 1977-1978, pour donner suite à l'application de la convention collective, on accepte de réduire le temps de l'enseignement de 57 000 à 54 000 minutes en invoquant le manque d'argent, le désir de respecter la polyvalence ou la certification des élèves.

En admettant qu'il n'existerait pas de disponibilités financières, on aurait pu augmenter le nombre de jours de classe des élèves d'au moins dix jours, ce qui n'aurait pas allongé les jours de

travail pour les 200 enseignants. On aurait même conservé dix jours d'interétape pour les professeurs, et les élèves n'auraient perdu qu'une semaine d'enseignement au lieu de trois. Le ministre a-t-il osé résister aux pressions de la CEQ qui voyait d'un très mauvais oeil l'augmentation du nombre de jours de classe des élèves?

Le gouvernement osera-t-il s'opposer quand il entreprendra d'établir les conditions d'une rigoureuse décentralisation, selon ses termes? Le président de la CEQ a déjà servi un avertissement en parlant du mot bidon de la décentralisation et que, selon lui, le système d'éducation du Québec est déjà l'un des plus décentralisés. Il veut bien que l'on mette les technocrates au pas, mais il est silencieux quant à une décentralisation du pouvoir syndical, pouvoir dont tout le monde a subi les effets durant les dernières années. Il n'est pas question, et je veux être claire sur ce point, de ne pas respecter les droits des enseignants ou de ne pas répondre à leurs justes réclamations, mais peut-être, au contraire, de leur assurer, à eux ainsi qu'aux étudiants, des conditions de travail mieux adaptées à leur milieu, si on permettait de négocier dans un contexte plus décentralisé.

Nous pouvons seulement souhaiter que le préjugé favorable que certains membres du gouvernement et certains chefs syndicaux entretiennent les uns à l'égard des autres joue aussi quelquefois en faveur de la population que tous les députés de cette Chambre se sont engagés à servir.

Quelques mots sur la condition féminine. Nous ferons d'abord remarquer que le gouvernement situe cette préoccupation parmi les sujets prospectifs, c'est-à-dire ceux qui concernent l'avenir. On s'explique mieux que le ministre responsable du statut de la femme ait demandé au Conseil du statut de la femme de renoncer au livre vert pour s'engager dans une réflexion prospective sur la condition féminine. Le ministre a fait valoir que "l'on doit tenir pour acquis que les ministres en force actuellement sont tous particulièrement conscients des changements qui doivent intervenir dans la société québécoise pour donner aux femmes un statut égal." Elle est convaincue de l'esprit évolué de ses collègues à l'égard de la condition féminine dans notre société allant jusqu'à affirmer: "Tout ce que réclament les femmes est acquis ou sur le point de l'être."

Malheureusement, je ne puis partager son optimisme. Certains gestes du gouvernement ne semblent pas indiquer que l'on progresse dans la bonne direction. Ainsi, à la Régie de la langue française, qui comptait trois femmes commissaires, on s'est empressé, dès le mandat terminé, de les remplacer par trois hommes et on n'y retrouve aucune femme. Un peu troublée par cette constatation, j'ai essayé de comprendre. Le hasard faisant bien les choses, j'ai retrouvé un bouquin, publié en 1973, intitulé *La femme au Québec*, La libération de la femme doit-elle aller de pair avec celle du Québec? et préfacé par le ministre d'Etat au développement culturel responsable de la Régie de la langue française. C'est écrit dans un style très poétique et je le dis très sincèrement. On

trouve cependant peut-être là une explication de l'attitude du ministre. Parlant de l'homme moderne à l'égard de la femme il dit: "Il cherchera à comprendre et satisfaire les aspirations qui lui semblent rationnellement légitimes de la femme, surtout de celle qu'il aime et au moment où il l'aime, tout en sacrifiant le moins possible des avantages que lui procure un ordre de choses dont il a hérité et qui le favorise."

Le ministre ne m'en voudra pas de lui dire que j'ai l'impression qu'il est encore prisonnier de son ambivalence.

Dans le conseil de l'immigration que vient de former le ministre du Travail, on retrouve une seule femme sur quinze membres. Pourtant, on sait que chez les immigrés, ce sont les femmes qui, généralement, sont en butte aux plus grands problèmes d'adaptation, d'intégration dans leur milieu de travail où elles sont facilement et totalement exploitées.

Quand on examine le personnel du cabinet des ministres, on voudrait bien y voir une volonté politique de faire évoluer la condition féminine dans le milieu de travail, mais les résultats ne sont guère plus convaincants. On y retrouve la secrétaire traditionnelle, trois ou quatre postes d'attachés de presse, six ou sept secrétaires particulières adjointes et, surprise, un chef de cabinet. La mention d'honneur va au ministre des Affaires intergouvernementales. Nous n'avons pas poussé nos observations plus loin, et ces quelques données, croyez-moi, ne sont pas le résultat d'une recherche systématique. Les résultats d'une telle recherche seraient probablement encore plus troublants.

Nous ne voulons pas ériger des modèles rigides qui correspondent à des idées préconçues sur ce que devrait être l'évolution de la condition féminine. Nous croyons, toutefois, que le gouvernement doit agir pour que des ressources nécessaires soient mises à la disposition des femmes pour leur permettre de faire des choix et de prendre des décisions qui répondent à leurs aspirations, et cela aux différentes étapes de leur vie, qu'elles choisissent de rester au foyer ou d'entrer sur le marché du travail. Pour nous, une amélioration immédiate s'impose dans la mise sur pied progressive d'un réseau de garderies diversifié et de qualité, l'établissement de mécanismes de recyclage pour les femmes qui veulent retourner sur le marché du travail et l'élaboration d'une politique plus généreuse à l'égard des congés de maternité. Dans ce domaine particulier, le gouvernement devrait, d'ailleurs, assumer un leadership certain.

Nous nous devons de souligner, d'une façon positive, la volonté du gouvernement de procéder à l'adoption d'un projet de loi portant sur les conditions minimales de travail, projet qui avait été élaboré sous l'ancien gouvernement. Nous suivrons avec beaucoup d'intérêt la discussion de cette législation, car elle devrait corriger plusieurs injustices à l'égard des femmes qui, dans l'ensemble des travailleurs, sont celles qui connaissent les conditions de travail les plus instables et les plus mal rémunérées.

Mme le Président, pour clore ce point, nous voudrions mettre le gouvernement en garde contre les gestes symboliques. Ce n'est pas en signant une pétition, messieurs, avec renfort de publicité pour appuyer l'admission des femmes dans les clubs sociaux huppés qu'on fera évoluer la condition de la femme dans la société.

**Mme le Vice-Président:** Voulez-vous compléter?

**Une Voix:** Il faut avoir le consentement.

**M. Marchand:** De toute façon, Mme le Président, cela ne dérange pas les députés péquistes; ils sont 11 en Chambre, ministres et députés inclus.

**Mme Lavoie-Roux:** Voulez-vous me donner 60 secondes?

**M. Lavoie:** Oui, le consentement unanime.

**M. Grégoire:** Consentement unanime.

**Mme Lavoie-Roux:** Merci, messieurs.

**Une Voix:** Très intéressant.

**Une Voix:** On n'a pas de difficulté à faire l'unanimité; ils sont tellement peu nombreux.

**Mme Le Vice-Président:** Allez, Mme le député de L'Acadie.

**Mme Lavoie-Roux:** Merci. Après un geste aussi gentil, enfin! Messieurs, ne tombez pas dans le piège de tenter d'évaluer les besoins des femmes en utilisant comme point de référence votre propre femme ou celle de vos amis. Les femmes ne sont d'ailleurs pas sans reproche à cet égard. Dans leur lutte pour l'égalité des droits de la femme, elles ont souvent tendance à se dissocier des problèmes de la masse des femmes. Elles réclament parfois une égalité qui est sans doute souhaitable pour un certain nombre, mais qui oublie des priorités beaucoup plus urgentes pour la majorité.

Mme le Président, la justice exige que les efforts déployés par les membres de cette Chambre pour améliorer la condition de la femme portent d'abord sur celles qui sont les plus démunies aux plans familial, social et économique.

On me permettra de souligner pendant quelques instants un projet mis de l'avant par le ministre de l'environnement, projet qui mérite notre attention et, personnellement, une grande collaboration: la mise sur pied d'un programme de participation des citoyens qui devront s'impliquer dans la protection de la qualité de leur milieu. Personnellement, j'ai toujours été convaincue que le progrès d'une société dépend, en premier lieu, d'un effort concerté des citoyens, basé sur une volonté de bâtir. Sur cette question de l'environnement où nous sommes, malgré nous, des agents de pollution, agissant les uns sur les autres, une action commune de tous les citoyens devrait être une

démarche très positive dans la recherche d'une solution au problème de la protection du milieu.

Pour ma part, je souhaite vivement qu'au-delà des appartenances politiques les citoyens y trouvent un point de ralliement.

Cependant, je vois un écueil: c'est que ces comités ne deviennent des outils de contestation permanente de nos industries. Nous sommes certains que le ministre délégué à l'environnement saura éviter ce danger. Je regrette qu'il n'ait pas été ici, c'était pour indiquer mon appréciation pour son projet.

**M. Léger:** Vous pouvez attirer mon attention, je suis présent.

**Mme Lavoie-Roux:** En terminant, je souhaite que les efforts conjugués de tous les membres de cette Chambre, malgré les divergences d'opinion parfois assez profondes qui marqueront nos débats, divergences qui sont d'ailleurs nécessaires et qui peuvent être porteuses de progrès, je souhaite, dis-je, que ces efforts soient une source de dynamisme qui permette à chaque citoyen de s'impliquer et de contribuer à la mesure de ses talents et de ses aspirations légitimes à l'édification de la société québécoise, une société suffisamment adulte et confiante en sa propre vitalité pour vouloir continuer de s'épanouir à l'intérieur du Canada, ce grand pays qui est le sien.

Nous ne croyons pas, je le regrette, à l'attitude de démission et de recul que propose le gouvernement. Seules des négociations responsables et continues sur un nouveau partage des responsabilités et des pouvoirs entre les différents paliers de gouvernement permettront de continuer d'assurer à tous les citoyens de cette province des garanties certaines de liberté et de progrès.

Je vous remercie.

**Mme le Vice-Président:** M. le leader de l'Union Nationale.

**M. Bellemare:** Mme le Président, je voudrais demander l'ajournement du débat, en vertu de l'article 77, si c'est possible.

**Mme le Vice-Président:** Cette motion est-elle adoptée?

**M. Laurin:** Mme le Président, je ne sais pas s'il faudrait vraiment accepter une demande comme celle-là, puisque nous avons encore un quart d'heure devant nous, mais après le discours que je viens d'entendre, et qui m'a lénifié personnellement, je me sens dans une veine de libéralité. Je serais prêt à accorder notre appui à cette demande, tout en rappelant cependant aux députés, avant l'ajournement de la séance, qu'ils sont convoqués, demain, à une séance d'information à la salle 81-A, tenue par le ministre de l'Agriculture qui veut les entretenir des travaux mécanisés.

Sur ce, Mme le Président, je propose l'ajournement de la Chambre à demain, jeudi, quinze heures.

**Mme le Vice-Président:** Cette motion est-elle adoptée?

**M. Lavoie:** Adopté.

**M. Levesque (Bonaventure):** Adopté.

**Mme le Vice-Président:** Adopté.

L'Assemblée ajourne ses travaux à demain, quinze heures.

(Fin de la séance à 17 h 47)

## A N N E X E

### Questions inscrites au feuillet

#### Questions de M. Grenier

1. A quel prix la Régie des installations olympiques a-t-elle fixé la location du vélodrome?
2. Existe-t-il des prix différents pour les spectacles donnés par les professionnels et par les amateurs?

#### Réponses de M. Claude Charron

1. Le prix de base pour la location du vélodrome est de trois mille dollars (\$3000.00) par jour d'activités pour les organismes à but lucratif.
2. Pour les organismes à but non lucratif, le prix de base est réduit de moitié soit de mille cinq cents dollars (\$1500.00) par jour d'activités.  
Dans certains cas, par exemple pour la Fédération du cyclisme du Québec, qui tient des séances d'entraînement hors horaire, le prix est limité aux frais directs reliés à l'événement.

**Questions de M. Shaw**

1. Le gouvernement a-t-il entrepris une étude pour la construction d'un hôpital dans la région de l'Outaouais?
2. Dans l'affirmative:
  - a) où sera situé cet hôpital;
  - b) quel est le nombre de lits envisagé pour cet hôpital;
  - c) quand débiteront les travaux de construction?

**Réponses de M. Denis Lazure**

1. Oui.
2.
  - a) A Gatineau.
  - b) Indéterminé pour l'instant.
  - c) Indéterminé pour l'instant.

**Questions de M. Shaw**

1. Le gouvernement a-t-il entrepris une étude pour la construction d'un hôpital dans le district électoral de Chambly?
2. Le cas échéant, quel est le nombre de lits envisagé pour cet hôpital?

**Réponse de M. Denis Lazure**

1. Non.

**Questions de M. Mailloux**

1. Le gouvernement envisage-t-il la possibilité de délivrer des permis à des services aériens opérant entièrement en territoire québécois?
2. A-t-il reçu des demandes à cette fin de la part de certaines personnes ou entreprises depuis le 26 novembre 1976 jusqu'au 10 mars 1977?
3. Si oui, quels sont leurs noms et adresse?

**Réponses de M. Lessard**

1. Dans le cadre de la réorganisation du service aérien au ministère des Transports, le ministre responsable a demandé à ses fonctionnaires d'étudier entre autres cette question.
2. Oui.
3. Monsieur Raymond Boisvert  
Air Ray Inc.  
Saint-Ludger  
Beauce-Sud, Québec